

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

REVUE FEDERALISTE

TRIMESTRIELLE

1977 - 3 et 4

numéro double

19 et 20

Rédaction : 26, rue Sala - 69002 LYON

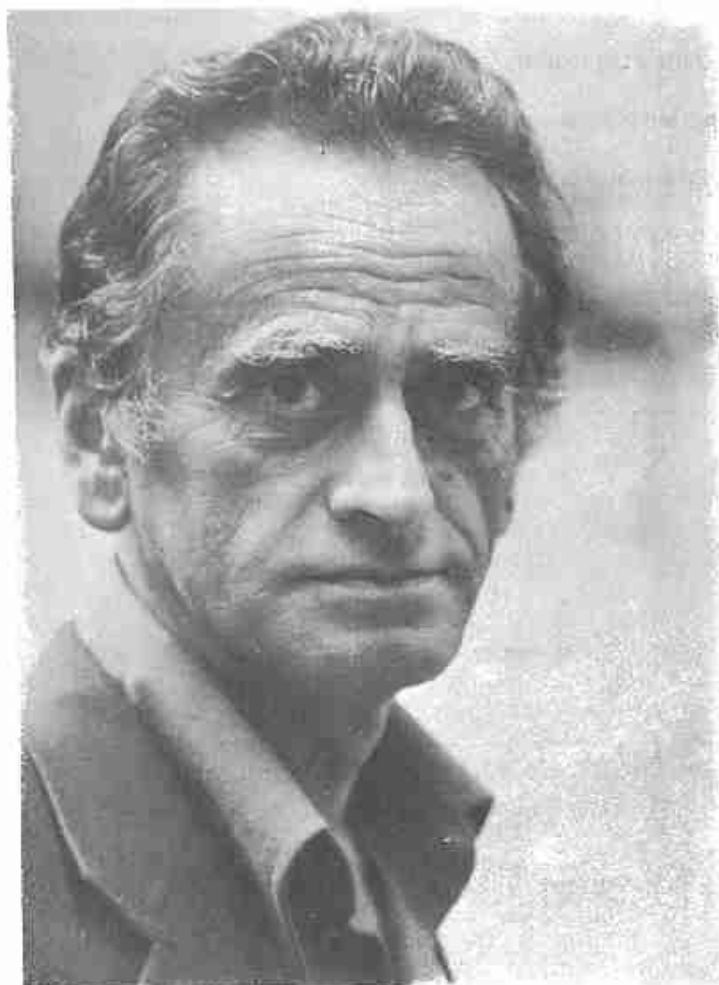


Fédéchoses - *F019*

INTERVIEW DE **Santiago Carrillo:**

Nous aspirons à une Europe indépendante

LE FASCISME, DERNIER REMPART DE L'ETAT NATIONAL



MARIO ALBERTINI

Président

de l'Union Européenne des Fédéralistes

LES FEDERALISTES

ET

LE PEUPLE EUROPEEN

1978 - nouvelle formule

5 F.

Comité de Rédaction

J.P. Bacquart
J.F. Billion
J.M. Dubos
J. Martineau
Y. Pagès
J.L. Prevel
B. They

Secrétariat de Rédaction

M.C. Richard

*Revue fédéraliste
trimestrielle*

Tout courrier

J.E.F.
26, rue Sala 69002 Lyon

Directeur de la publication

J.L. Prevel

Commission paritaire 56256

Imprimerie spéciale

SOMMAIRE

	Pages
Nouvelle formule	3
Editorial	
Les fédéralistes et le peuple européen	4
Colloque sur la monnaie européenne	6
La monnaie européenne dans les programmes européens des partis politiques	7
Jeunesse européenne fédéraliste	12
Le fascisme comme dernier rempart de l'Etat national	13
L'élection européenne et les travailleurs	17
La lettre de Coco Ricaud à Monsieur le Préfet de l'Isère	19
La Social-démocratie européenne	20
Le pouvoir des sociétés multinationales	22
L'occitan et les joves liceans	27
L'Université et la région	29
La presse fédéraliste européenne	30
U E F informations	31
Les Editions FEDEROP	32
Communiqué des ateliers d'impression presse nouvelle	33
Santiago Carrillo	34



CHOUX... SCRIVEZ !
UN CHOUX C'EST UN CHOUX

NOUVELLE FORMULE

" FEDECHOSES - POUR LE FEDERALISME " va, une nouvelle fois, changer de formule.

La formule, revue trimestrielle fédéraliste d'actualité, mais aussi et surtout de réflexion, publiée par un groupe de militants de différentes villes (Rennes, Vannes, Ajaccio, Strasbourg, Paris, Chateau-Thierry, Lyon... pour les seuls membres du comité de rédaction) n'est plus viable pour toute une série de raisons géographiques, mais surtout organisationnelles et financières.

géographiques : l'éloignement des militants membres du comité de rédaction à l'égard de l'équipe lyonnaise chargée de la publication s'est aggravé considérablement avec le temps allant jusqu'à rendre totalement alléatoire la participation des "non-lyonnais" au travail collectif.

organisationnelles : la parution de la revue repose techniquement sur un nombre de militants de plus en plus restreint qui doivent assumer :

- la traduction des articles tirés de revues fédéralistes en langues étrangères - la mise en pages -
- le pliage - l'expédition - le dépôt en librairie - les services de presse - la tenue à jour des fichiers... etc...

Il s'agit de bénévoles qui militent par ailleurs et ne peuvent plus assurer seuls ces tâches dont dépendent la vie du journal.

financières : ni les rentrées dues aux abonnements, ni la souscription ne sont suffisantes pour assurer la prise en charge financière de la revue par ses lecteurs.

Enfin, une autre série de raisons rend nécessaire une transformation de "FEDECHOSES POUR LE FEDERALISME". La situation politique a évolué depuis deux ans et l'élection européenne paraît aujourd'hui acquise pour 1978. Nous avons d'ailleurs, depuis 1975 et même avant, largement contribué à expliciter la nécessité du combat politique pour l'élection européenne. Le mouvement fédéraliste en France a lui aussi évolué et sa presse s'est restructurée ou est sur le point de le faire :

- L'Europe en formation paraît sur un nouveau format et se qualifie de "Bulletin d'information des fédéralistes européens" (lesquels ?)
- Fédéralisme européen, publication du M.F.E., a repris une publication imprimée qui nous l'espérons sera plus régulière que dans le passé.
- Le M.F.E. a envisagé la publication d'une revue théorique fédéraliste. Initiative dont nous nous réjouissons si effectivement elle se réalisait.
- Avec leur troisième volume : "Histoire et Conscience révolutionnaire", enfin les éditions Fédérop, (11, rue Ferrachat 69005 LYON) poursuivent le développement de la collection "textes fédéralistes", et certains d'entre nous appartiennent au collectif d'animation de cette collection.

Les activités européennes et fédéralistes se développent dans la région Rhône-alpes et nous ressentons toujours plus le besoin d'un périodique régional qui permette de les populariser.

Nous avons donc décidé, en contact étroit avec les organisations fédéralistes et européennes de cette région de faire de "FEDECHOSES - POUR LE FEDERALISME" un trimestriel d'informations européennes et fédéralistes plus particulièrement destiné au public régional.

Pour réaliser ce projet, quelques changements devront avoir lieu au sein de l'équipe de rédaction et nous adopterons, dès le premier numéro de la nouvelle série, qui paraîtra au plus tard début 1978, une nouvelle couverture.

Le journal paraîtra avec un nombre de pages considérablement réduit et à un tirage minimum de 2 000 exemplaires.

Nous envisageons par la suite d'augmenter le volume et d'intensifier la parution.

La présentation de la nouvelle formule interviendra dès le prochain numéro.

Nous voulons ici remercier tous ceux qui par leurs plumes, leur temps, leur argent aussi ont permis et permettront encore, nous le souhaitons de tout cœur, que VIVE FEDECHOSES - POUR LE FEDERALISME -

Jean-Luc PREVEL

Jean-François BILLION

LES FEDERALISTES
ET LE PEUPLE EUROPEEN



Editorial

La fédération européenne est le moyen politique indispensable pour organiser les manifestations modernes de l'aspect le plus fécond de la civilisation européenne : l'unité dans la diversité. Cet aspect se manifeste dès à présent dans les forces qui luttent pour construire l'Europe. Les fédéralistes sont la plus humble - mais en même temps la plus fière - de ces forces. Ils se sont consacrés à une tâche fondamentale, encore qu'elle soit obscure : la mobilisation du peuple des nations européennes.

A la base de cet engagement politique, il y a une constatation évidente, mais que seules les pures ressources de la raison peuvent défendre. Il n'y a qu'une seule force qui peut transférer le pouvoir dans les secteurs de la politique extérieure et de la programmation économique des nations à l'Europe : le peuple des nations européennes. Un Etat démocratique ne s'édifie pas sans le concours du peuple. Mais le peuple des nations européennes est organisé en Etats séparés. Il ne peut pas s'exprimer. C'est pourquoi cette constatation aurait pu se traduire par la conviction qu'il était impossible d'arriver à la fédération européenne. Les militants fédéralistes en ont tiré la conclusion opposée : il faut tenter. Ils se sont rendu compte que les partis, tout seuls, n'auraient jamais pris ce chemin ; mais ils se sont aussi rendu compte qu'une société européenne, c'est-à-dire la base sociale du pouvoir fédéral européen, était en train de se former, de façon irréversible.



C'est justement à Milan qu'ils firent, à partir de 1957, avec l'aide des autorités locales, les premières tentatives de mobilisation du peuple des nations européennes. Le Marché commun allait répandre une idée fautive, mais qui se répandit partout parce qu'elle était commode : celle du passage automatique de l'unité économique à l'unité politique. Les fédéralistes se rendirent compte de la situation qu'ils allaient devoir affronter, mais ils restèrent fidèles à leur idée incommode. Ils acceptèrent la situation d'avant-garde méconnue pour continuer leurs expériences, leur exploration, afin de déboucher au bon moment sur la position juste.

Peut-être ce moment est-il venu. L'échec politique du Marché commun, malgré son succès économique, est passé de la prévision des fédéralistes à la dure réalité des choses. Le scepticisme sur la possibilité de la fédération européenne a gagné toute la classe politique européenne, ou presque. Mais cette phase du processus d'intégration de l'Europe a créé une contradiction agissante : un Parlement européen non élu par les citoyens européens, en présence d'une économie européenne - d'une société européenne à un stade avancé de formation - sans contrôle démocratique. Les militants fédéralistes ont fait levier sur cette contradiction, qui a engendré partout des propositions parlementaires d'élections directes unilatérales, pour ne pas se plier paresseusement à la volonté de de Gaulle de ne pas respecter l'art. 138 du Traité. Aux initiatives parlementaires, ils ont ajouté leur moyen préféré : le recours direct au peuple pour présenter en Italie, grâce à l'art. 71 de la Constitution, une proposition de loi d'initiative populaire.

Ils ne savaient pas s'ils gagneraient. Ils savaient qu'on devait tenter. Aujourd'hui l'appui de Mouvement européen, la collaboration des autorités démocratiques de base, l'assentiment de ministres et de leaders parlementaires font considérer désormais comme possible le succès en Italie et des développements analogues dans les autres pays.

Si cela se produit, le peuple des nations européennes ira aux urnes. Alors la plupart se rendront compte d'une élémentaire vérité démocratique, que les militants fédéralistes prêchaient dans le désert jusqu'à ce jour : le droit d'établir les formes de l'organisation politique de l'Europe appartient au peuple des nations européennes. Le pouvoir démocratique qui peut légitimer la construction de l'Europe est le pouvoir constituant du peuple. Cette Europe, c'est la seule Europe démocratique dont trop parlent sans savoir ce qu'ils disent, mais qui doit venir à la vie, qui viendra à la vie.

(mars 1969)

Mario ALBERTINI

COLLOQUE SUR LA MONNAIE EUROPEENNE

A l'occasion du XXe anniversaire des traités de Rome, un colloque placé sous la présidence d'honneur de M. François Xavier Ortoli, vice-président de la Commission des Communautés européennes, et organisé par le Mouvement fédéraliste européen, dans le cadre de la campagne pour l'Europe, réunissait à Paris le vendredi 25 et le samedi 26 mars des représentants des systèmes bancaires des pays de la Communauté, des grandes entreprises, des organisations professionnelles, des syndicats et des partis politiques, et des experts.

Le vendredi soir, après que M. Bernard Barthalay, directeur du colloque, eut rappelé que l'élection directe du Parlement européen créerait des conditions favorables à une relance de l'unification monétaire européenne, un débat, animé par M. François de Witt, de "L'Expansion", s'ouvrit entre M. Robert Triffin, professeur à l'université de Yale, et M. Pierre Werner, ministre d'Etat honoraire du Luxembourg. Tirant avec M. Pierre Werner les leçons des avatars du "serpent", M. Robert Triffin proposa un premier pas, franchissable dès maintenant : la création d'une zone européenne de règlements, sur le modèle de l'ancienne Union européenne des paiements (U.E.P.) et dont la monnaie de compte, l'Europa, serait à tout moment la monnaie la plus stable ou la plus forte. Cette monnaie parallèle pourrait être utilisée dans les règlements extérieurs avant d'être étendue graduellement à d'autres transactions. Les Européens pourraient la substituer au dollar comme monnaie de change et sur les marchés financiers parallèles. L'Europa remplirait donc trois fonctions : 1) celle de dénominateur commun pour les taux de change, 2) celle de base de référence pour les ajustements de parités ; 3) celle de monnaie d'intervention et de réserves (de "monnaie contractuelle") : ainsi les crédits d'assistance mutuelle pourraient être libellés en Europa. Acceptant cette double proposition, mais insistant sur la nécessité d'un contrôle de la masse monétaire européenne totale, M. Pierre Werner proposa la mise à l'étude des modes nationaux de création monétaire et de contrôle de la liquidité en vue de leur rapprochement ultérieur.

Le samedi matin, une table ronde, animée par M. Michel Garibal, du journal "Les Echos", mettait en présence M. Frédéric Boyer, directeur des affaires monétaires à la Commission, Mme Béatrice Verschuerenç secrétaire générale adjointe de l'UNICE, M. Rainer Masera, conseiller économique de la Banque d'Italie et M. Pascal Salin, professeur à Paris IX et signataire du manifeste de la Toussaint pour une monnaie parallèle européenne. Le représentant des syndicats s'était fait excuser. Il s'agissait de définir les étapes d'une nouvelle période transitoire conduisant à l'union économique, à partir de la création d'un embryon de monnaie commune. La diversité des positions en présence, qui allaient de la confiance aveugle dans le marché (Salin) à la proposi-

tion fédéraliste de mettre en place une banque centrale unique dès la première "législature" du Parlement européen appelait un compromis. C'est à M. Pierre Werner que revint le mérite de le formuler clairement en lançant l'idée d'une "préunion" reprenant la proposition Triffin mais préparant l'union monétaire définitive en renforçant le flottement concerté des monnaies du serpent, la seule définition possible d'une union monétaire étant la fixité irrévocable des parités entre les monnaies de l'union.

Le samedi après-midi, une table ronde, animée par M. Philippe Heyma, ancien rédacteur en chef de "Vision", offrait une tribune aux représentants des trois formations constituées au niveau européen en vue de l'élection européenne (Parti populaire européen, Fédération des partis libéraux et démocratiques, Union des partis socialistes et sociaux-démocrates). Y participaient, M. Jean-Marie Caro, membre du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, M. Louis Macaignie, membre du bureau exécutif de la Fédération des partis libéraux et démocratiques et M. Jacques Delors, délégué national du Parti socialiste, chargé des relations économiques internationales, et M. Mario Albertini, président de l'Union des fédéralistes européens. Réaffirmant l'engagement européen des socialistes, M. Jacques Delors se prononça en faveur d'une solidarité limitée, tournant le dos au protectionnisme, sans handicaper les pays à monnaie forte, ni pénaliser les pays à monnaie faible.

Dans son rapport de synthèse, M. Mario Albertini, affirma qu'il n'était pas question d'imaginer que le Parlement européen rédigerait aussitôt réuni une constitution pour l'Europe. En l'occurrence, il ne s'agit pas de changer la forme d'un Etat, mais d'en créer un. Il faut donc un Etat provisoire pour créer l'Etat définitif. La question de la monnaie relève de ce cas de figure. La création de la souveraineté économique de l'Europe (on ne peut plus parler de transfert, car les Etats nationaux l'ont déjà perdue) ne sera pas instantanée, mais graduelle, elle ne sera achevée qu'au terme d'un processus (constituant) mais suppose dès le départ une institution nouvelle pouvant remplir ultérieurement la fonction d'une banque centrale. La politique européenne ne dépend plus désormais de l'action des fédéralistes, mais de toutes les forces politiques. Les partis doivent faire preuve d'imagination, de souplesse et d'ouverture pour rechercher des convergences nouvelles, propres à garantir le succès de politiques nationales cohérentes et rigoureuses. Après l'élection européenne, il faudra apprendre à vivre avec une politique nationale et une politique européenne qui tendront à se spécialiser progressivement au fur et à mesure que la construction européenne prendra corps.

Bernard BARTHALAY

La monnaie européenne dans les programmes européens des partis politiques

1. La nouvelle phase du processus d'intégration européenne

La décision, prise par le Conseil européen réuni à Bruxelles les 12 et 13 juillet 1976, de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct en mai-juin 1978, et celle du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères en date du 20 septembre 1976, ont ouvert une nouvelle phase du processus d'intégration européenne. En d'autres termes, cela signifie qu'au cours du processus qui vient de commencer les problèmes européens, qui étaient jusqu'à présent du ressort des gouvernements nationaux, des corps diplomatiques et des technocrates de Bruxelles, seront progressivement confiés à des institutions représentatives du peuple européen, exerçant leurs pouvoirs conjointement avec les institutions nationales.

Cette nouvelle phase intéresse au premier chef les partis européens, appelés à élaborer des programmes électoraux européens en vue de la consultation électorale de 1978.

Parmi les problèmes qui devront être abordés dans les programmes européens des partis, celui de la réalisation de l'Union économique et monétaire est prioritaire. L'élection directe est en soi une base politique excellente pour relancer l'Union économique et monétaire. Poser le problème avec réalisme, c'est reconnaître que l'Union économique et monétaire est d'ores et déjà souhaitée par toutes les forces démocratiques européennes, qui se rendent compte de l'insuffisance des politiques économiques nationales pour résoudre la crise économique qui affecte tous les pays de la Communauté.

La crise économique et les problèmes sociaux qui pèsent sur l'Europe sont d'une telle gravité, que ces questions seront au cœur du débat électoral européen. Par ailleurs, le Parlement Européen une fois élu, les électeurs jugeront l'action des partis sur la base de l'efficacité de leurs propositions.

2. L'échec des projets fonctionnalistes d'Union économique et monétaire

La crise structurelle du système monétaire international et les problèmes posés par la réalisation de l'union douanière en Europe ont posé aux organes communautaires, dès la fin des années soixante, le problème de l'Union économique et monétaire.

Parmi les différents projets élaborés, le plus important est sans aucun doute le « plan Werner », présenté en 1970, pour la « réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté ». Le plan Werner prévoyait une restriction progressive des marges de fluctuation entre les monnaies européennes et, parallèlement, l'intégration des marchés financiers et le rapprochement des politiques monétaires, fiscales et économiques des différents pays européens pour atteindre une phase finale au cours de laquelle les compétences fondamentales en matière économique et monétaire auraient été attribuées à des organes européens.

Le plan Werner se fondait sur l'idée erronée qu'il suffisait, pour transférer les compétences fondamentales en matière économique et monétaire, de réaliser quelques réformes de nature technique sans susciter une volonté politique européenne par la mobilisation de l'opinion publique, des partis et des forces sociales. Au gradualisme technico-fonctionnel ne répondait pas un gradualisme politico-institutionnel : la création d'une monnaie européenne est un objectif illusoire si l'on n'envisage pas de créer en même temps un centre de décision en mesure d'élaborer une politique monétaire européenne, à définir aussi bien à l'égard du système monétaire international, qu'à l'égard des problèmes intérieurs de l'inflation et du chômage.

Les faits ont confirmé les limites insurmontables de ce plan qui n'a servi qu'à faire accepter le principe — correspondant à la première phase du plan — de la fluctuation conjointe des monnaies européennes. Il avait, tout d'abord, semblé possible de défendre la réalisation de cette première phase de l'unification monétaire en s'appuyant sur la collaboration entre les banques centrales et les gouvernements. Mais cet espoir aussi s'est révélé illusoire. Il est en effet impossible de maintenir des parités stables entre les monnaies européennes en présence d'économies qui se développent à des taux fortement différenciés et qui présentent des évolutions conjoncturelles diverses et des problèmes divers. Dans les moments de tension sur le marché des changes, la défense des parités coûte si cher en termes d'emploi et de pouvoir d'achat qu'elle n'est plus possible.

C'est pourquoi le principe des parités fixes a toujours été sacrifié et c'est pourquoi aucun progrès n'a été accompli en direction de l'Union économique et monétaire.

L'existence des monnaies nationales et la nécessité de respecter les contraintes des balances des paiements empêchent non seulement de progresser vers l'union monétaire, mais encore de défendre, l'acquis communautaire. On assiste, en effet, à l'adoption de mesures de protectionnisme rampant, parce que les gouvernements européens, face aux difficultés de gestion des économies nationales, ne peuvent qu'introduire, dans le cadre national, des mesures de protection limitant les mouvements des marchandises, des capitaux et des personnes. Un renversement de tendance est possible, pourvu que les partis prennent conscience de la condition préalable de la construction de l'Union économique et monétaire : la création d'une monnaie européenne. Alors seulement pourrait commencer la transformation des économies nationales en une économie européenne.

3. Les problèmes actuels

Pour avoir une idée exacte des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'Europe, il est nécessaire de prendre en considération les caractéristiques fondamentales du processus de détente actuellement en cours entre les grandes puissances. La montée de la Chine et de l'Europe économique a affaibli l'hégémonie des super-puissances. Par ailleurs, les pays du Tiers Monde qui, pendant la guerre froide, occupaient une position subalterne, exigent avec de plus en plus d'insistance l'établissement d'un nouvel ordre économique comportant une plus juste répartition de la richesse mondiale.

Le dollar, qui a assuré un ordre monétaire stable et qui, dès le début de l'après-guerre, a rendu possible le développement du commerce international — impensable autrement — remplit désormais ses fonctions de monnaie de réserve de plus en plus difficilement. La raison de la crise du dollar réside dans le fait que l'Europe a un volume d'échanges internationaux de loin très supérieur à celui des Etats-Unis mais ne possède pas une monnaie propre, acceptable comme monnaie de réserve. Dans ces conditions, la charge du financement du commerce international pèse entièrement sur les Etats-Unis. Par conséquent, on est enfermé dans un dilemme sans solution : le dollar est fort si la balance des paiements américaine est en équilibre, mais alors les liquidités internationales font défaut ; les liquidités affluent si la balance des paiements américaine est en déficit, mais dans ce cas la confiance dans le dollar entre en crise.

Les conséquences du désordre monétaire international croissant n'ont guère tardé à se manifester à l'intérieur de la Communauté européenne. Le commerce intra-communautaire ne diffère en rien du commerce international et doit être financé par une monnaie de réserve. Si la crise du système monétaire international empêche un développement équilibré du commerce mondial, elle détermine pour les Etats européens une décomposition de la solidarité communautaire. L'inconvertibilité du dollar a provoqué une fluctuation générale de toutes les monnaies par rapport au dollar et de toutes les monnaies européennes entre elles. Cette fluctuation des monnaies européennes a signifié, en fait, une réintroduction occulte de barrières protectrices entre les économies européennes ; elle a rendu impossible le fonctionnement du Marché commun agricole qui est fondé sur le principe d'un prix européen unique et elle a fait échouer les tentatives en cours d'unification monétaire européenne.

Sur le plan des rapports commerciaux, tant avec l'Amérique qu'avec les jeunes nations, l'intérêt de l'Europe ne coïncide pas avec la politique américaine traditionnelle de défense du vieil ordre économique mondial. L'Europe qui a, contrairement à l'Amérique, une économie pauvre en matiè-

RÉVÉLATION !!



le serpent monétaire européen
serait le monstre du LOCH NESS !

res premières et ouverte au commerce international, a intérêt à augmenter le plus possible les échanges surtout avec les pays africains et méditerranéens. Toutefois, cet intérêt européen ne peut se traduire en une politique commerciale efficace à cause de la division actuelle des Européens et de l'impossibilité de modifier les tarifs extérieurs communautaires sans politique industrielle et de l'emploi au niveau européen. Dans cette situation l'Europe se révèle également incapable d'élaborer une politique énergétique efficace, qui suppose une nouvelle définition et d'une stabilisation des relations avec les Etats-Unis et le Moyen Orient.

L'incapacité de traiter efficacement ces problèmes internationaux rend impossible aussi la solution de problèmes européens tels que les déséquilibres régionaux (qui ont été encore accrus par l'intégration économique européenne entendue comme une simple unification douanière), le chômage et l'inflation. Dans la situation communautaire actuelle, les seuls instruments de politique économique auxquels peuvent recourir les gouvernements sont des instruments nationaux ; il est donc inévitable que s'affirme une logique du « chacun pour soi », qui aggrave les problèmes européens, réduit les taux de croissance, augmente le chômage et accroît l'écart entre régions riches et régions pauvres, sans pour autant résoudre les problèmes internationaux.

4. La contribution de l'Union économique et monétaire à la solution des problèmes européens et mondiaux

L'élection du Parlement européen au suffrage universel donnera l'occasion à toutes les forces politiques européennes de lancer un plan pour l'union économique et monétaire. Ce plan sera d'autant plus efficace que les partis représentés au Parlement européen réussiront à trouver des points de convergence sur les objectifs et les moyens.

La création d'une monnaie européenne constitue le point de départ indispensable de toute solution acceptable de la crise du système monétaire international. En effet, la monnaie européenne aurait la même importance que le dollar en tant que monnaie de réserve et s'ajouterait à ce dernier comme moyen de paiement international, répartissant ainsi la charge du financement du commerce international sur l'économie américaine et sur l'économie européenne, ce qui permettrait de revenir à un régime de parités fixes, condition indispensable d'une croissance équilibrée du commerce mondial.

La création d'une monnaie européenne et l'élimination, ipso facto, des marges de fluctuation entre les monnaies nationales constituent une con-

tribution décisive à la reconstruction de l'ordre monétaire international, qui est aujourd'hui extrêmement fragile en raison des dévaluations et réévaluations en chaîne des monnaies européennes, véritables provocations à la spéculation internationale.

Le marché de l'eurodollar qui constitue aujourd'hui un facteur puissant de déstabilisation, car il n'est contrôlé par aucune autorité monétaire, pourrait être remplacé, dans le cadre de l'Union monétaire, par un marché européen des capitaux bien contrôlé.

Certains pays européens ont été récemment lourdement handicapés par de graves difficultés de leurs balances des paiements, dues à la crise énergétique. Ce problème, dans le cadre de l'Union économique et monétaire, ne se poserait plus car la balance des paiements européenne consolidée ne poserait ni problèmes de déficit, ni problèmes de réserves.

Sur le front du commerce international, l'Union économique et monétaire européenne permettrait d'augmenter sensiblement le volume du commerce international dont dépendent la prospérité des peuples et les possibilités de développement du Tiers Monde. L'Union économique européenne peut renverser la tendance actuelle au protectionnisme qui se répand dans le monde entier. De nouvelles ouvertures commerciales de l'Europe vers le reste du monde — conformément aux désirs actuellement exprimés par les pays du Tiers Monde et par les Etats-Unis — sont impossibles sans la mise en œuvre d'une politique industrielle et de l'emploi, cohérente au niveau européen, car ces ouvertures impliquent le développement de certains secteurs et la réduction de l'activité de certains autres qui ne seraient plus concurrentiels. Les autorités économiques européennes pourraient faciliter ces mutations de structure par une politique des commandes publiques aux secteurs à technologie avancée et par une politique de la recherche scientifique.

A l'égard des pays du Tiers Monde, et particulièrement de ceux du bassin méditerranéen, la création d'une Union économique et monétaire augmenterait les possibilités de coopération. L'Europe a, en effet, besoin de matières premières que ces pays possèdent en abondance, et peut exporter des biens d'investissement technologiquement avancés, et apporter une assistance technique et une aide financière. La stabilisation des rapports commerciaux entre l'Europe et les pays de la Méditerranée, ainsi que la possibilité de développer la recherche de nouvelles sources d'énergie, faciliteraient le démarrage d'une politique énergétique européenne, qui est souhaitée aussi par les pays producteurs de pétrole.

Le retour à la stabilité monétaire et l'accroissement des échanges commerciaux intra-communautaires et mondiaux constitueraient en soi un remède efficace au problème actuel du chômage en Europe. Par ailleurs, une autorité économique européenne, responsable de la politique monétaire et possédant une capacité de dépense autonome, pourrait intervenir, par des investissements directs ou des transferts, dans les régions les plus touchées. Le processus d'intégration qui a favorisé, en l'absence de mécanismes européens de rééquilibrage, les tendances anarchiques du marché, a accentué les déséquilibres entre les régions pauvres et les régions riches, et a fait peser sur les pays les plus faibles de la Communauté le coût d'un rééquilibrage qui aurait dû peser sur tous les Européens. La création d'une autorité économique européenne mettrait fin à cette situation d'anarchie et créerait, grâce à des transferts de revenus, une politique régionale cohérente.

Les difficultés rencontrées par l'agriculture européenne — les plus graves de celles qu'occasionnent les fluctuations monétaires — seraient résolues ipso facto par la création d'une monnaie européenne. Par ailleurs, à la seule politique possible aujourd'hui dans le cadre communautaire, à savoir la fixation d'un prix européen unique, pourrait s'ajouter une politique d'encouragement et de restructuration du secteur agricole tenant compte aussi bien de la vocation naturelle des régions européennes que de la nouvelle division du travail qui s'établira entre l'Europe et les autres pays producteurs, en particulier ceux de la Méditerranée.

L'inflation, qui touche aujourd'hui toutes les économies européennes, a son origine dans le désordre économique mondial. La création d'une monnaie européenne contribuerait à neutraliser les foyers internationaux de l'inflation, en amorçant un retour à des parités monétaires stables. Sur le front des rapports commerciaux, l'Union économique et monétaire, en constituant le point de départ d'une coopération plus stable entre les pays

industrialisés et les producteurs de matières premières, mettrait un terme aux tentatives de chaque pays de s'emparer d'une part croissante de la richesse mondiale en faisant jouer à son profit les termes de l'échange. En Europe, la fin des fluctuations monétaires et la possibilité d'un contrôle efficace du marché européen des capitaux représentent une contribution évidente à la lutte contre l'inflation. Enfin, la reprise économique permettrait d'aborder de front, au lieu de l'éviter par l'inflation, la question d'une répartition des revenus plus équitable.

5. Propositions pour la réalisation de l'Union économique et monétaire

Dans l'élaboration de leurs programmes électoraux, les partis européens devraient tenir compte de l'existence de toute une série d'instruments et de politiques créés par la Communauté, qui constituent déjà l'embryon de la future Union économique et monétaire. Il ne s'agit pas d'élargir les compétences des organes communautaires; il s'agit de faire fonctionner ce qui existe déjà. Les compétences de la Communauté, sauf la monnaie, couvrent tous les secteurs indispensables à la réalisation de l'Union économique et monétaire. L'élection du Parlement européen permettrait de renforcer et de faire fonctionner ces instruments d'intervention.

Il est d'opinion courante qu'on pourrait amorcer un processus d'unification économique et monétaire dont le point d'arrivée serait l'émission d'une monnaie européenne. Ce point de vue fonctionnaliste n'est pas correct parce que le pouvoir de contrôler la liquidité est national ou européen.

Le point de départ du processus d'unification économique et monétaire est l'institution d'une Banque centrale, d'un institut d'émission, responsable devant la Commission. Techniquement, on peut créer une monnaie européenne de deux manières différentes: a) moyennant l'émission, par une Banque centrale européenne, d'une monnaie européenne qui remplacerait complètement les monnaies nationales; b) moyennant la décision de rendre irrévocablement fixes les rapports de change entre les monnaies européennes, en transférant ainsi le pouvoir d'émission des banques centrales nationales à la banque européenne. En substance, il s'agit de deux solutions identiques, bien que la deuxième soit plus facile à pratiquer: elle correspond à la naissance d'un système bancaire fédéral semblable au **Federal Reserve System** des Etats-Unis, dans lequel seraient attribuées aux banques centrales nationales les fonctions des banques américaines de district (**Federal Reserve Banks**). Rien n'empêche de passer de la deuxième à la première solution moyennant l'émission de billets de banque européens, circulant librement en Europe et remplaçant progressivement les anciens billets nationaux.

Il faut prendre acte que les Etats nationaux, par suite de la création de la monnaie européenne, perdraient le pouvoir de financer leurs dépenses par la création monétaire. Un instrument fondamental de la politique économique nationale, la politique monétaire, passerait dans les mains de l'exécutif européen. C'est pourquoi, il n'est pas possible d'envisager la création d'une monnaie européenne sans l'accompagner par d'autres mesures de politique économique à niveau européen. Pour des pays, tels que l'Italie, la Grande-Bretagne et plus récemment la France, qui ont de graves problèmes sociaux et économiques, la perte de l'instrument monétaire ne peut être acceptée qu'à la condition qu'on commence en même temps à transférer des ressources réelles entre les pays communautaires.

A cet effet, et pour assurer à la Banque européenne une capacité autonome d'intervention sur les marchés financiers par des opérations d'open market, il faut créer un Trésor européen avec le pouvoir d'émettre des emprunts en monnaie européenne. Les fonds ainsi obtenus pourraient être utilisés par la Commission pour financer la politique industrielle, régionale et de l'emploi au niveau européen. Par ailleurs, le Trésor européen pourrait assumer une partie des dettes publiques nationales existant au moment de la création de l'Union économique et monétaire.

Au démarrage d'une politique monétaire au niveau européen doit correspondre une politique de l'emploi et de restructuration industrielle. L'instrument de cette politique pourrait être constitué par le Fonds social européen, dont les pouvoirs d'intervention devraient être accrus. Il faudrait en particulier créer un fonds pour l'emploi qui traite le problème dans sa totalité au niveau européen. Le Fonds social devrait également aborder le problème des déséquilibres régionaux (en agissant en accord avec le Fonds régional communautaire), et du démarrage d'une politique indus-

trielle. Les fonds nécessaires à cette politique pourraient être trouvés en utilisant les revenus des tarifs extérieurs de la Communauté et pourraient être augmentés, dans une première phase, en prélevant un certain pourcentage des entrées fiscales de chaque Etat ; dans une deuxième phase, un pouvoir autonome de taxation pourrait être reconnu aux autorités européennes.

Pour défendre la parité de la monnaie européenne par rapport aux monnaies extra-européennes, on pourrait créer un Fonds de réserve communautaire alimenté par une partie des réserves nationales. La responsabilité de la gestion de ce Fonds pourrait être confiée à la Banque centrale européenne.

La politique commerciale à l'égard du reste du monde pourrait être définie solidairement en attribuant à un organe unique la tâche de coordonner les interventions des Etats. En particulier, on pourrait ainsi unifier et, partant, renforcer, les politiques d'aide et d'assistance technique au Tiers Monde, et instituer une Banque d'import-export pour financer cette politique commerciale commune.

JEUNESSE EUROPEENNE FEDERALISTE

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission française de la Jeunesse européenne fédéraliste et la Commission nationale du Mouvement fédéraliste européen, réunies à Paris les 10 et 11 septembre 1977 :

- se félicitent de la mise en liberté du militant basque APALATEGUI détenu de façon scandaleuse plus de trois mois et demi à la demande des autorités espagnoles.
- elles exigent également que soit levée la menace d'extradition à son égard.

Unanimité.

Lyon, le 12 septembre 1977

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission française de la Jeunesse européenne fédéraliste, réunie à Paris le 10 septembre 1977 est scandalisée par les déclarations de Monsieur Jacques Chirac à Périgueux affirmant qu'il était incompréhensible qu'il y ait du chômage dans un pays où il y avait plus de travailleurs immigrés que de demandeurs d'emploi.

En prétendant faire porter les responsabilités du chômage sur les travailleurs immigrés, Monsieur Jacques Chirac flatte basement les instincts xénophobes d'une catégorie de français et trompe de façon démagogique les travailleurs victimes de sa politique.

La Commission française de la Jeunesse européenne fédéraliste ne doute pas que Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, saisira les tribunaux de cette infraction grave à la législation de 1972 contre les discriminations raciales.

fascisme



LE FASCISME COMME DERNIER REMPART DE L'ETAT NATIONAL

Aucune recherche sur la nature et les causes du fascisme ne peut faire abstraction de deux données de fait. La première est la dimension européenne du phénomène. Il y eut des mouvements ouvertement fascistes, proches du fascisme, ou à tout le moins clairement autoritaires, qui marchèrent au pouvoir entre les deux guerres mondiales, non seulement en Allemagne et en Italie, mais dans la majeure partie des Etats européens.

Et même dans de nombreux Etats où le fascisme ne réussit pas à s'emparer des leviers du pouvoir se développèrent en tout état de cause des partis d'inspiration fasciste numériquement consistants, dont la présence constitua, en raison de la violence verbale de leur propagande et de la violence physique de leur action, une menace permanente pour les institutions démocratiques. Cet état de fait suggère de rechercher les causes du phénomène dans le cadre européen et mondial, en évitant l'erreur de limiter l'étendue de la recherche au cadre national.

La seconde donnée de fait est sa nature de phénomène de masse. Les régimes fascistes n'ont pas été imposés par de petites minorités à des populations inertes ou opposantes, mais ils ont été fondés sur le consensus de millions de citoyens de toutes les classes sociales, qui ont vu en eux la seule solution possible à la grave crise économique, politique et sociale que traversait l'Europe depuis la fin de la première guerre mondiale. Il en résulte que les causes du fascisme doivent être recherchées non pas dans les intérêts de tel ou tel groupe particulier de pression, mais dans une contradiction objective face à laquelle se trouvèrent à l'époque les Etats européens, et dont le fascisme put se présenter de manière plausible comme l'unique manière de s'en sortir.

II

Le fascisme a été le produit historique de la contradiction apparue dans les premières décennies du vingtième siècle en Europe entre le rythme de développement du mode de production et la structure de l'Etat national.

Ce fut en effet à cette époque que pour la première fois l'avance du processus d'industrialisation et du progrès technologique atteignit des seuils de productivités tels qu'elle eut besoin, pour continuer sa progression de marchés de dimensions continentales. Telle fut la cause de la séparation qui commença alors à se préciser toujours plus nettement entre le rythme de développement de l'économie américaine et celui de l'économie européenne. Aux Etats-Unis, là où existait un marché continental, ce fut l'époque à laquelle apparurent les grands trusts, où la production connut une expansion sans précédent dans tous les secteurs principaux et où le bien être se répandit dans toutes les couches de la population.

Il ne se passa pas la même chose en Europe. Il est certain qu'en Europe également le développement important que connut le commerce international de 1870 à la fin du siècle démontre que l'économie tendait à dépasser la dimension nationale et à chercher un espace continental. Mais cette tendance trouva son chemin obstrué par un obstacle politique insurmontable qui l'empêcha de se poursuivre et même en inversa la direction dans les premières années du vingtième siècle. C'est depuis cette époque que le mode de production eut la tendance à rentrer de force dans la cage désormais trop étroite de la dimension nationale.

D'autre part, durant la période à cheval sur les deux siècles, l'introduction dans tous les grands Etats européens du suffrage universel et la reconnaissance du droit des travailleurs de s'organiser en syndicats marqua la fin de la marginalisation sociale et politique de la classe ouvrière. La diffusion de la méthode de la négociation collective et l'instrument de la grève permirent aux organisations syndicales de porter le pouvoir d'achat de la classe ouvrière au niveau le plus haut compatible avec le degré de développement du mode de production et entraîna rapidement la saturation des marchés internes. Cela signifie que l'on avait atteint le terme de ce que nous pourrions définir comme la phase aiguë de la

lutte des classes, c'est-à-dire de cette phase dans laquelle les changements révolutionnaires successifs des rapports de force entre les classes avaient permis la libération progressive de toutes les forces productives existant potentiellement dans la société, déplaçant à chaque fois les goulots d'étranglement qui faisaient obstacle à la progression du processus d'industrialisation.

Au début du vingtième siècle, donc, l'économie européenne se trouvait dans un cercle vicieux. L'Europe avait virtuellement cessé d'être, du point de vue économique, le centre du monde.

III

L'obstacle politique qui interdit à l'économie européenne d'acquiescer la dimension continentale qu'elle recherchait et de répondre ainsi au défi américain fut la nature de l'équilibre européen des Etats. Celui-ci n'enregistra pas, sinon de manière indirecte et inconsciente, les profondes transformations en cours dans le mode de production. Les Etats-Unis, trop vastes et trop éloignés, demeuraient une entité politique inactive sur la scène mondiale. La Russie, plongée au début dans le Moyen-âge, puis repliée sur elle-même dans l'effort pour en sortir, devait rester encore longtemps en marge de l'équilibre international. Politiquement l'Europe continuait donc d'être le centre du monde, même si elle avait virtuellement cessé de l'être économiquement.

L'équilibre européen maintenait donc sa physionomie classique de système chargé de tension, caractérisé par la présence endémique du danger de guerre. Le problème fondamental des gouvernements européens restait celui de se garder de leurs voisins. Un nouvel épisode de l'alternance séculaire entre équilibre et hégémonie se dessinait avec l'émergence menaçante de la puissance allemande et c'est autour de cet événement que planait le sort du monde.

L'Etat national européen apparaissait donc encore dans la splendeur de sa puissance, et ses traits distinctifs – qui avaient bâti leurs fondations sur les caractéristiques structurelles de l'équilibre européen – demeuraient inchangés dans leur nature ; il s'agit de la centralisation et de l'autoritarisme fondamental, justifiés par la nécessité de contrôler de manière stable et de mobiliser rapidement toutes les ressources du pays pour affronter le permanent danger de guerre ; du militarisme, lié au rôle nécessairement prépondérant des armées à conscription obligatoire, au nationalisme – diffusé et alimenté par le canal de l'armée et de l'école d'Etat – déterminé par la nécessité de susciter et de maintenir chez les citoyens un sentiment de profonde identification avec l'Etat, tel qu'il justifie même le sacrifice de la vie pour la Patrie.

IV

Cela ne signifie pas que l'équilibre européen ne subit pas les contrecoups des profondes transformations en cours au niveau des forces productives.

C'est la même évolution du mode de production qui avait déterminé le décollage impressionnant de l'économie américaine qui avait en effet contribué à la même époque à rendre plus tendu l'équilibre européen, dans la mesure où l'extension des réseaux de communication, l'évolution des moyens de transport et le perfectionnement technique des

armements rendaient la guerre potentiellement beaucoup plus rapide et destructive, et donc rendaient toujours plus évidente l'insuffisance des dimensions territoriales des Etats nationaux européens même du point de vue stratégique. Le nouveau danger hégémonique – venant de l'Allemagne – acquiesrait par conséquent un caractère dramatique sans précédent, car il mettait en jeu l'existence même des autres Etats du continent, et plaçait en conséquence leur classe politique face à la nécessité de mobiliser, pour faire front à la menace, toutes les ressources du pays avec une intensité jamais atteinte jusque là, exaspérant les caractéristiques structurelles détériorées des Etats nationaux.

En particulier, la nouvelle situation rendit inévitable le recours au protectionisme conduisant à une graduelle inversion de la tendance à l'expansion du commerce international. L'état de tension croissante de l'équilibre européen mettait chaque Etat devant la nécessité d'acquiescer son indépendance vis à vis de l'extérieur pour l'approvisionnement de tous les biens essentiels, du contrôle desquels pouvait dépendre l'issue d'une guerre toujours possible. De l'autre côté le niveau jamais atteint de la productivité interdisait de perdre les marchés extérieurs conquis dans la phase précédente pour ne pas compromettre gravement les niveaux de l'emploi.

Il s'agissait évidemment de deux exigences inconciliables. Il en résulta peu à peu l'introduction généralisée de barrières douanières toujours plus élevées et la pratique du soutien à l'exportation. Les premières guerres commerciales apparurent. Sur l'Europe commença à planer la menace des crises de surproduction.

V

La première guerre mondiale fut le premier résultat catastrophique de ces contradictions et accéléra à son tour dramatiquement le processus. Elle fut la conséquence inévitable de la tentative désespérée de l'Allemagne – le pays qui, par son potentiel productif, par sa position géographique au centre du continent et par le manque de colonies, vivait la contradiction de la manière la plus exacerbée – de se libérer des entraves de l'équilibre européen et de devenir un pôle d'un nouvel équilibre mondial.

Au cours de la première guerre mondiale le précaire équilibre européen ne put être rétabli – fait sans précédent dans l'histoire – que grâce à l'intervention d'une puissance extra-européenne. Mais, après la paix de Versailles, les Etats-Unis, inconscients de leurs nouvelles responsabilités mondiales objectives se retirèrent de nouveau dans l'isolement, laissant les Etats européens plus divisés que jamais. Le déséquilibre général, engendré par la guerre, les dettes des pays européens à l'égard des Etats-Unis et de celles de l'Allemagne par rapport à toutes les puissances victorieuses, détermina l'exaspération des politiques protectionnistes. Le gold standard fut peu à peu abandonné. L'Europe tomba dans le chaos monétaire. Le commerce international se resserra de manière toujours plus marquée. Commença pour tous les pays européens même si ce fut avec une gravité diverse dans les différents pays et avec l'alternance de phases aiguës avec d'autres de reprise apparente – une longue période de grave crise économique et sociale.

Tel fut le bouillon de culture du fascisme, L'autoritarisme structurel des Etats centralisés du continent européen avait depuis toujours compromis la capacité de leurs institutions de résorber en leur sein les tensions sociales, et avait pour cela toujours été à l'origine de l'existence de mouvements d'inspiration révolutionnaire. Ces mouvements avaient été les instigateurs et les protagonistes des grandes révolutions libérale, démocratique et socialiste dans lesquelles s'était exprimée la maturation de la conscience civile dans l'Europe des années 1800. Mais, comme nous l'avons vu, après la première guerre mondiale, il n'y avait plus de place à l'intérieur des Etats nationaux pour des transformations révolutionnaires. Le résultat objectif des sursauts de rébellion, dans l'Italie de l'après-guerre d'abord puis peu à peu dans les autres pays européens où la démocratie était plus faible et récente, fut seulement de réduire au minimum le consensus dans les institutions démocratiques jusqu'à en provoquer le total effondrement créant l'anarchie et la paralysie de la production.

Le fascisme, dans cette situation, put s'appuyer sur le besoin naturel des citoyens - et même des travailleurs - de voir rétablies les conditions minimales d'une coexistence civile : ordonnée et d'une poursuite régulière du travail dans les usines. De là vient le large consensus populaire dont les mouvements fascistes purent bénéficier au moment de la prise du pouvoir et dans la première phase de son exercice.

VI

Mais si le fascisme pouvait voiler, pour une certaine période, les termes de la contradiction qui l'avait engendré, il n'avait cependant certainement pas le pouvoir de la résoudre. L'origine de la crise résidait dans la permanence anachronique de la structure historiquement dépassée de l'Etat national, dont les dimensions étaient désormais constitutionnellement inadéquates pour résoudre les problèmes posés par l'évolution du mode de production. Et le fascisme répondait au défi, non pas en tentant de dépasser la structure de l'Etat national, mais au contraire par la tentative désespérée d'en prolonger l'existence au moyen d'une mobilisation paranoïaque de toutes ses ressources.

Du reste pour tenter de dominer la crise économique et sociale de la période qui suivit la première guerre mondiale, spécialement dans les pays de tradition démocratique récente comme l'Italie et l'Allemagne et dans le cadre d'un équilibre européen chargé de tensions et disposant de l'instrument institutionnel de l'Etat national, la voie à suivre était toute tracée. Il s'agissait de rétablir à tout prix l'ordre public par une répression impitoyable et la suppression des oppositions, de garantir le niveau de l'emploi en renforçant artificiellement la demande interne par une politique massive de la dépense publique dont le secteur d'intervention le plus naturel étant donné le cadre international existant, était celui des commandes à l'industrie des armements ; il s'agissait d'exaspérer les réflexes nationalistes déjà importants des citoyens, pour rendre acceptables à leurs yeux les dépenses militaires et les sacrifices salariaux et fiscaux conséquents ; il fallait mener spécialement dans le cas de l'Etat le plus fort, l'Allemagne une politique extérieure impérialiste dans la tentative désespérée d'étendre l'étroit marché national en élargissant les

confins de l'Etat (la théorie de l'espace vital), de se libérer de tout résidu de dépense économique à l'égard de l'étranger en favorisant artificiellement la production de biens se substituant à ceux qui étaient habituellement importés.

C'est de cette manière que les traits caractéristiques de l'Etat national européen furent portés à leur expression la plus cohérente et rigoureuse. La centralisation et l'autoritarisme devinrent totalitarisme ; le nationalisme fanatique, xénophobe ; le militarisme, impérialisme ; le protectionisme, autarcie. Toute la bestialité qui était en germe dans le principe national à dater du moment où il apparut dans l'histoire avec la révolution française se manifesta dans le fascisme de la manière la plus complète.

VII

Dans une première phase, le fascisme donna l'impression d'être en mesure de dépasser la crise qui lui avait permis de prendre le pouvoir. En Italie après 1922, en Allemagne après 1933 et dans les autres pays où des mouvements de type fasciste parvinrent au pouvoir, la paix sociale revint - même s'il s'agissait de la paix des cimetières - et l'activité économique reprit. Mais le mécanisme que les gouvernements fascistes avaient inculqué portait en lui même le germe de la catastrophe. L'impérialisme, l'hypertrophie de l'industrie de guerre et l'exaltation nationaliste menèrent inexorablement l'Allemagne à la deuxième guerre mondiale et la défaite des puissances de l'Axe, oeuvre des deux puissances de dimension continentale, l'une étrangère et l'autre marginale par rapport à l'équilibre européen, marqua le début de l'agonie de l'Etat national et la crise définitive du principe qui le légitimait, l'idée de nation.

Mais le fascisme, indépendamment de la défaite qu'il subit dans la seconde guerre mondiale, était en tout état de cause destiné à être le moyen de nier historiquement l'Etat national. L'aventure impérialiste de Hitler en effet, même dans l'hypothèse impossible où elle se serait conclue victorieusement, aurait conduit à la formation d'un Etat plurinational de dimension continentale, dont la légitimation idéologique n'aurait plus été fondée sur l'idée de nation, mais sur une autre idée, autrement brutale et bestiale, mais susceptible d'être utilisée dans cette dimension nouvelle à laquelle la première était inadaptée ; c'est à dire, la race.

Le fascisme donc, tandis qu'il portait la formule de l'Etat national à ses extrêmes conséquences, mettait à nu sa contradiction et le caractère inévitable de son dépassement. Il a été le dernier rempart historique de l'Etat national. Mais en même temps il a eu pour fonction de précipiter sa crise vers sa conclusion fatale.

VIII

Le début de l'agonie de l'Etat national est allé de pair avec la fin de l'équilibre européen et le début de l'équilibre mondial, sanctionné par la victoire alliée dans la seconde guerre mondiale. Le nouvel équilibre couronna définitivement le processus de transfert du pouvoir, commencé depuis des décennies, de l'Europe aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union Soviétique. L'Europe a cessé depuis lors d'être le centre du monde, même du point de vue politique, et ne peut même plus se le figurer. Les Etats du continent, détruits et épuisés,

devinrent satellites des deux superpuissances. Pour les Etats de l'Europe occidentale le problème stratégique cessa de consister à se défendre mutuellement de leurs propres voisins territoriaux et se transforma en la défense commune de l'Occident considéré comme un tout contre la menace soviétique, dans le cadre de l'alliance atlantique, sous le leadership américain. Ainsi fut détruit l'équilibre de pouvoir dans lequel l'Etat national avait pu s'affirmer comme modèle d'organisation politique des rapports entre les hommes. Le nationalisme, responsable de la ruine de l'Europe, était définitivement en crise. Vint ainsi à manquer même la base politique du protectionisme elle-même, et l'économie européenne, depuis longtemps comprimée dans le corset contre nature de l'Etat national, sous l'impulsion du Plan Marshall, déborda au delà des frontières nationales et acquit, même si ce fut en termes précaires et imparfaits, une dimension continentale, d'abord avec la C.E.C.A. et ensuite avec le Marché Commun, grâce auquel l'Europe retrouva une prospérité comparable à celle des Etats-Unis.

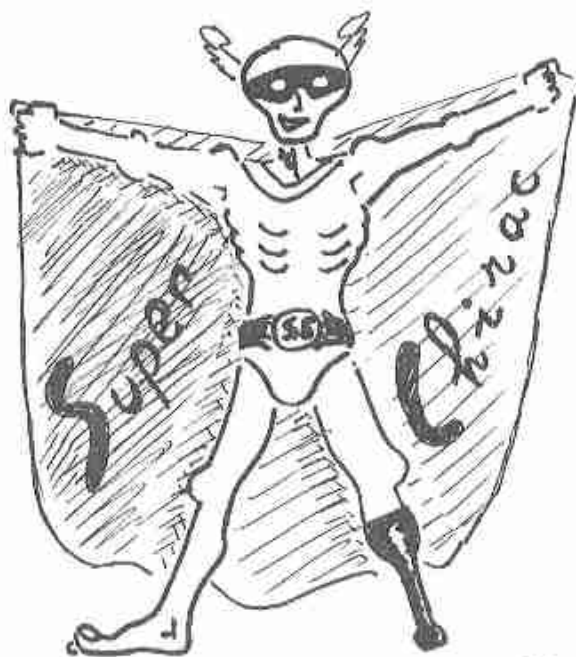
Le processus d'intégration européenne, commença ainsi, fondé sur la connaissance diffuse de l'incapacité de l'Etat national à être le cadre politique du progrès civil, rendu possible par le degré de développement atteint par les forces productives.

Mais l'Etat national, même s'il est agonisant, n'est pas mort, car les institutions ne meurent que lorsqu'elles sont surplacées par d'autres institutions capables de résoudre les problèmes face auxquels les premières ont failli. Et le processus d'intégration européenne, inspiré par la logique du fonctionnalisme, n'a pas su jusqu'à aujourd'hui créer de structure alternative à celle de l'Etat national. Au contraire, le succès même de la Communauté économique européenne a contribué à lui redonner une apparence de force, - même si elle est

trompeuse - Ainsi s'amoncellent de nouveau à l'horizon de l'Europe les menaces du protectionisme, du désordre monétaire et de la crise économique et sociale. Et avec elles, celle de la renaissance du fascisme qui, né de l'Etat national, ne pourra être définitivement extirpée qu'avec son dépassement.

La fédération européenne, comme seule alternative institutionnelle démocratique à l'Etat national, est le seul objectif historique qui, garantissant l'irréversibilité du processus d'intégration économique du continent et en le portant à son terme, rende possible un avenir dans lequel le fascisme, en Europe, serait définitivement vaincu. Certainement, le passé ne revient jamais sous les mêmes formes, et le fascisme qui réapparaît aujourd'hui est différent de celui de la période de l'entre-deux guerres, de la même manière que l'Etat national qui vit aujourd'hui sa longue agonie est différent de celui qui, durant la même période, rassemblait désespérément toutes ses forces dans le vain effort de se soustraire à sa destinée historique. Mais la menace qui pèse aujourd'hui sur l'Europe n'en est pas pour autant moins grave. Il s'agit de l'entrée des Etats Européens dans la spirale du sous-développement économique et social et de leur décadence définitive au rang de satellites coloniaux des Etats-Unis. Et ce ne serait plus dans la perspective progressiste de l'immédiat après-guerre, quand la tutelle américaine avait eu la fonction bénéfique de créer les conditions politiques pour le démarrage du processus d'intégration, mais dans la perspective réactionnaire de la seule alternative possible à l'incapacité de l'Europe de la mener à son terme. Si l'Europe ne sait pas, en s'unifiant politiquement, affronter cette menace, c'est le fascisme sinistre et sans illusion d'aujourd'hui qui sera son digne guide pour l'amener à sortir de l'histoire de la civilisation.

Francesco ROSSOLILLO.



4.P.

L'ELECTION EUROPEENNE ET LES TRAVAILLEURS

(NOTES POUR LA DISCUSSION ENTRE LES FEDERALISTES ET LES SYNDICATS)

1) L'intégration européenne, la crise économique et les travailleurs

Le développement des pays occidentaux a été caractérisé depuis la guerre par l'internationalisation toujours plus poussée des aspects essentiels de la production. La libéralisation des échanges entre les pays de l'espace atlantique et le processus d'intégration économique entre les pays européens sont les deux manifestations principales du dépassement des frontières par l'économie. La création du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) ont été l'expression directe du processus de libéralisation des échanges alors que l'institution de la C.E.C.A. puis du Marché Commun ont été les temps forts du processus d'intégration européenne.

Ces phénomènes ont déterminé de profonds changements, non seulement en ce qui concerne la structure économique des différents pays, mais aussi pour ce qui touche à la structure, à la position et au rôle des entreprises.

L'internationalisation de l'Economie a, en effet, entraîné la création de grandes concentrations productives et, en particulier, celle des entreprises multinationales.

Aujourd'hui, la crise de l'intégration européenne et les difficultés dans lesquelles se débat la Communauté, trouvent un écho dramatique dans un chômage massif qui, dans ses 9 Etats membres, concerne directement plus de 6 millions de travailleurs.

La poussée protectionniste qui mine actuellement l'Union douanière réalisée par le Marché Commun met en difficulté de nombreux secteurs économiques et de nombreuses entreprises industrielles et détermine pour une large part la diminution de l'emploi et la stagnation des investissements.

La politique agricole commune secouée par les séismes monétaires ne garantit plus de débouchés économiques aux producteurs et la réforme des structures agricoles marque le pas.

Les travailleurs de la Communauté voient se restreindre les possibilités d'emploi et diminuer continuellement les salaires réels.

La crise économique se répercute le plus gravement sur les secteurs les plus faibles et les régions périphériques. Les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les immigrés sont les premiers touchés par la crise de l'emploi.

Dans ce cadre particulièrement préoccupant le système économique et social qui caractérise les pays européens montre deux contradictions significatives :

— le chômage des jeunes a un caractère essentiellement intellectuel, le système ne semblant plus en mesure d'absorber un nombre croissant de cadres et tandis que les pays du tiers-monde se spécialisent dans des productions traditionnelles de l'aire européenne, les pays de la Communauté laissent régresser les investissements et éprouvent une difficulté croissante dans le développement des secteurs de pointe.

La recherche d'un nouveau modèle de développement qui avait caractérisé l'action politique et syndicale des travailleurs dans les dernières années marque le pas car elle ne pouvait se développer que grâce à l'extension du travail qualifié et à la poursuite de la révolution scientifique et technique.

L'action des travailleurs et de leurs syndicats dans tous les pays de la Communauté tend de plus en plus à affronter des difficultés analogues car il est partout nécessaire et indispensable d'intervenir pour soutenir l'emploi et défendre le niveau de vie.

2) L'élection européenne et la solution de la crise

Une révision globale et radicale du fonctionnement de la Communauté s'impose comme unique voie pour sortir de sa paralysie croissante et les gouvernements ont finalement décidé d'appliquer l'article 138 du Traité de Rome (19 ans après sa signature) et de procéder à la première élection directe du parlement européen en 1978.

Le mouvement syndical ne peut pas et ne doit pas rester passif face à l'intégration européenne et subir la politique ruineuse des gouvernements qui prétendent toujours réaliser l'Europe, hier douanière, aujourd'hui ou demain économique et monétaire, sans poser, comme préalable, l'institution d'une autorité politique européenne.

L'élection européenne constituera une occasion privilégiée de mobilisation de l'opinion publique des neuf pays de la Communauté sur les problèmes que celle-ci doit affronter.

En effet, l'élection européenne amènera les partis politiques, les forces sociales, les intellectuels, la presse, l'opinion publique à se situer pour la première fois dans un cadre européen, au-delà du cadre national. Il faudra en venir à débattre de quelques-uns des sujets vitaux pour le présent et l'avenir de nos peuples. C'est à cette seule condition que l'élection sera un succès.

L'Europe devra répondre à la question de son identité et de son rôle. Pour la création d'une société vraiment nouvelle et plus juste à l'intérieur, et ouverte à l'extérieur vers tous les pays, en particulier vers les jeunes nations, ce rôle sera peut-être irremplaçable.

Dans un monde où l'espace de la démocratie est de plus en plus restreint, l'Europe patrie de la démocratie moderne, devra faire entendre sa voix. L'exemple de l'unification européenne pourra exercer une influence décisive sur d'autres parties du monde, comme l'Afrique ou l'Amérique latine, et pourra suggérer des objectifs plus ambitieux encore. Mais pour remplir ce rôle, il ne faut pas que l'Europe reste un jouet de l'histoire. Il lui faut la volonté d'être, donc de se doter des institutions nécessaires.

Le mouvement syndical a déjà exprimé son engagement pour le renforcement de la tendance à l'unification politique européenne et à la transformation démocratique de la Communauté. Pour exploiter pleinement les grandes possibilités ouvertes par l'élection européenne il faudra que le mouvement ouvrier pèse de tout son poids au cours des différentes phases d'action que celle-ci ouvrira.

VERS L'EUROPE (suite)

Par l'élection européenne, les travailleurs, qui constituent une composante non négligeable d'une société industrielle avancée, retrouveront la possibilité d'intervenir directement sur les décisions fondamentales prises jusqu'alors par les seuls gouvernements, diplomates et technocrates en l'absence de tout contrôle populaire.

Durant la campagne pour les élections européennes les travailleurs devront mettre en avant deux exigences : la planification démocratique européenne et la monnaie européenne il n'est pas de solution à la crise économique.

LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE EUROPEENNE

Elle seule permettra d'intervenir sur le développement anarchique du Marché Commun pour en corriger les distorsions de manière à renverser la tendance à la congestion de régions développées et à la décadence économique et au dépeuplement des régions périphériques, contrôler les sociétés multinationales, amorcer la reprise par un processus de reconversion qui permette à l'Europe de s'imposer dans les secteurs de pointe (électronique, industrie aéro-spaciale, par exemple) et dans le même temps combattre l'inflation sans sacrifier l'emploi.

LA MONNAIE EUROPEENNE

L'union monétaire permettra de libérer le commerce entre les différents pays du Marché Commun de l'exigence de recourir au dollar pour son règlement.

La création de l'Union monétaire européenne apportera une contribution importante à la stabilité et au développement, non seulement du commerce communautaire mais encore du commerce international dans son ensemble.

La monnaie européenne est une nécessité afin d'établir les liens organiques de l'Europe avec le Tiers-Monde, avec lequel elle a d'importants aspects de complémentarité : carence en matières premières de la Communauté et besoin de technologie, de biens de production et de produits intermédiaires pour les économies des pays en voie de développement.

La monnaie européenne est enfin nécessaire afin de mettre en œuvre la

planification démocratique mentionnée précédemment et indispensable, non seulement pour résorber l'écart entre pays forts et pays faibles mais encore pour y permettre l'entrée des pays de l'Europe du Sud récemment revenus à la démocratie après avoir vaincu le fascisme : la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

3) Pour une nouvelle stratégie européenne du mouvement syndical

La transformation européenne des partis sur le plan des structures et des programmes et la perspective de l'accroissement des pouvoirs de décision du Parlement européen influenceront le mode d'organisation et d'action de tous les groupes sociaux. En particulier, la Confédération européenne des syndicats représentant la quasi totalité du mouvement syndical européen mais qui n'est qu'un organe de débat syndical international se transformera en organisation regroupant les dirigeants syndicalistes nationaux en un véritable syndicat européen réunissant des délégués directement élus. La Confédération européenne des syndicats sera alors susceptible d'influencer efficacement les centres européens de formation de la volonté politique : les partis, le Parlement et le Gouvernement ; elle pourra utiliser au plan européen les moyens de lutte que les travailleurs possèdent au plan national : la négociation et la grève.

La Confédération européenne des syndicats devra se donner comme objectif la mobilisation des travailleurs européens en multipliant et en développant des initiatives témoignant aujourd'hui de la prise de conscience des travailleurs européens de leurs intérêts communs :

— grèves dans les sociétés multinationales,

— constitution de comités de liaison dans les entreprises multinationales pour les questions nécessitant une

stratégie commune,

— soutien aux revendications et aux luttes des immigrés soumis à discriminations et à licenciements.

Le problème de la démocratie industrielle lui-même pourra être affronté de manière unitaire par les travailleurs européens ; la planification démocratique européenne permettra de repenser les diverses expériences jusqu'à aujourd'hui réalisées dans les différents contextes nationaux. La co-gestion ne signifierait plus comme parfois la subordination du travail au capital ni ne pourrait dégénérer en corporatisme mais deviendrait un instrument efficace de contrôle de l'activité des entreprises et de sa compatibilité avec les lignes générales du développement. Les expériences de planification et d'autogestion deviendront moins abstraites.

Le processus de dépassement des divisions entre syndicats de pays comme l'Italie (qui exporte de la main-d'œuvre et des capitaux) et de pays, comme la République Fédérale d'Allemagne (qui fonde son expansion sur l'utilisation du travail des immigrés et sur l'échange inégal avec les régions plus faibles de la Communauté) sera alors amorcé.

Les travailleurs européens et leurs organisations politiques, syndicales, coopératives, en revendiquant le développement de l'Union économique et monétaire, sous le contrôle d'un Parlement élu, retrouveront leurs possibilités d'intervention dans la lutte pour l'emploi et pour un modèle de développement plus équilibré et plus juste. La Confédération européenne des Syndicats, qui regroupe une énorme masse de travailleurs européens, acquerra un rôle décisif dans le développement économique et social de l'Europe et réalisera un réel processus d'unification syndicale tant dans les différents pays qu'au niveau européen.

Jean-François BILLION

LA LETTRE DE COCO RICAUD

Paris, le 10 septembre 1977

Monsieur le Préfet,

Ce n'est pas sans quelque appréhension que je m'adresse à vous, qui êtes si puissant, à la droite du Père, en quelque sorte, alors que je ne suis qu'un obscur et chétif citoyen dont le nom n'éveillera pas en vous le moindre écho.

D'ailleurs, jugez-en. Je me présente : Coco Ricaud, cinquante trois ans, fonctionnaire, demeurant dans l'illustre cité de Paris, ce phare du Monde. Mais un phare dont les rayons sont parfois obscurcis par des nuées de mouches irresponsables, crasseuses et crapuleuses, je veux désigner par là ceux qu'on nomme habituellement les gauchistes, fétide engéance qui semble n'avoir d'autre raison d'être au monde que de se poser sur les institutions et les traditions les plus vénérables, sur les gloires nationales, l'Université et l'Arc de Triomphe pour y pondre leurs oeufs. Et alors, quand écloreont des myriades de vers puants, répugnants et affamés, adieu la France ! Nous serons livrés sans merci et à jamais au marxisme international, aux Marchais, Mitterrand, Maire, Rocard, Servan-Schreiber et autres redoutables écologistes stipendiés par Moscou, Bonn, le colonel Khadafi, le maréchal Dada, l'empereur Bokassa 1er et le fédéralisme européen.

Heureusement qu'il y a encore des hommes capables d'opposer une digue à cette marée montante, auprès de laquelle les trop fameuses marées noires ne sont rien que prétexte pour permettre à ceux par qui le scandale arrive de hurler au scandale. Car la vraie souillure est celle qui, par la faute des écologiste-marxistes, s'étend sur notre bel hexagone et, s'il n'y avait des hommes comme vous, et les C.R.S. et les gardes-mobiles, aurait tôt fait de nous submerger.

Merci, mille fois merci, Monsieur le Préfet, d'avoir su tirer l'oreille et donner la fessée à ces galopins qui voudraient en remontrer à nos grands savants qui portent jusqu'au confins du monde démocratique et civilisé, jusqu'au Pakistan et à la République sud-africaine, le renom de la science française. Ah ! je l'aime, moi, ce surgénérateur que ces individus voudraient casser. Et vous avez bien mérité de la Patrie en le défendant contre ces hordes inspirées et téléguidées par l'étranger, en particulier par les Allemands, envieux de notre indiscutable supériorité dans la maîtrise de la tomme, et qui, arrogants, venaient une fois encore fouler le sol sacré de la Patrie. Ah ! permettez-moi, Monsieur le Préfet, d'ajouter votre nom à la liste déjà si longue de ces héros qui surent, siècle après siècle, arrêter les Barbares, le Teuton et le Hun, le Maure et le Normand, le Monégaste et le Grand-Breton, et les buter hors de France. Aétius, Glovis, Geneviève, Charles Martel, Philippe-Auguste, du Guesclin, Jeanne d'Arc, Dumouriez, Joffre, Pétain et de Gaulle, ô cohorte immortelle des sauveurs de la Patrie, accueillez en votre sein Monsieur le Préfet Jeannin qui, sur le champ de bataille de Creys-Malville, sut repousser et écraser ceux qui voulaient nous livrer aux germano-communistes !

Et, pour qu'un tel haut-fait soit dignement immortalisé, je propose qu'une statue équestre vous soit élevée par souscription publique. Pour donner l'exemple à mes concitoyens, je tiens à être le premier souscripteur, et je vous envoie à cette

fin, par recommandé, trois, pas un de moins, boutons de braguette que j'avais mis de côté pour la quête dominicale en faveur des bonnes oeuvres de Monseigneur Lefèvre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mon admiration inconditionnelle.

Coco Ricaud



LES ORIGINES DE LA SOCIAL - DEMOCRATIE

La social-démocratie, tant au niveau du mouvement qu'en ce qui concerne l'idéologie est une conséquence de la révolution industrielle qu'a connue l'Europe au XIXe siècle. Elle apparaît en Allemagne en 1875 et c'est en 1889 que le mouvement international de la social-démocratie se structure dans le cadre de la IIe Internationale, héritière de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) ou Ière Internationale fondée à Londres en 1864 sous l'impulsion de Karl Marx et de Friedrich ENGELS.

Dès son origine, à la fin du XIXe siècle, la IIe Internationale réunit un ensemble hétérogène de partis européens d'inspiration syndicaliste, marxiste ou libertaire, qui à travers de multiples luttes d'influence, créent lentement une idéologie commune basée sur un socialisme réformiste et parlementaire.

En Italie, après des débuts libertaires, l'aile marxiste l'emporte après les Congrès de GENÈS en 1862 et de ROME en 1906.

En Grande Bretagne, c'est le mouvement syndical qui prédomine. La finalité du socialisme est malgré tout admise en 1905 par le "Labour Representative Committee" précurseur du Labour Party.

En France, le mouvement socialiste est traversé par des luttes intestines entre, d'une part une tendance guesdiste d'inspiration marxiste et d'autre part une tendance utopiste (PROUDHONIENNE).

En Allemagne se développe un puissant mouvement social-démocrate, prônant une "longue marche" à travers les institutions, suivant par là la ligne "révisionniste" de BERNSTEIN. Celui-ci, constatant l'élévation du niveau de vie d'importantes couches du prolétariat au niveau des classes moyennes et l'amélioration de la situation économique et politique grâce à l'action syndicale, prône l'intégration de la classe ouvrière dans la nation par la conduite d'une politique de réformes graduelles (1) (stratégie gradualiste). Convaincu de la conscience réformatrice des classes laborieuses il refuse le recours à la violence. Ces positions sont violemment combattues par LENINE qui fait apparaître la social-démocratie comme un instrument objectif servant à briser la montée de la lutte des classes (2). Le ralliement majoritaire à la politique belliciste de GUILLAUME II en 1914 est perçu comme une trahison et une déchéance de l'idéal internationaliste.

La fondation en 1919 par LENINE de la IIIe Internationale ou KOMINTERN faisant suite à la prise du pouvoir par les bolcheviques en octobre 1917 entraînera la division du mouvement socialiste européen et la création des partis communistes (naissance du Parti Communiste Français en décembre 1920 lors du Congrès de TOURS).

La social-démocratie allemande au pouvoir après la première guerre mondiale adopte une attitude modérée et s'avèrera incapable d'empêcher la montée du nazisme.

En Scandinavie, les partis socio-démocrates dominent la vie politique et tentent d'introduire progressivement d'importantes réformes sociales sans procéder à un contrôle direct des instruments de production. Conformément aux idées keynésiennes, les interventions temporaires de l'Etat n'ont pour but que de corriger les excès les plus évidents du libéralisme.

LE RENOUVEAU SOCIAL - DEMOCRATE ET L'IDEOLOGIE PRAGMATISTE

Après la seconde guerre mondiale, on assiste à une renaissance de la social-démocratie qui tend à s'écarter de plus en plus de la pensée marxiste traditionnelle, incitée en cela par la guerre froide et l'échec du "modèle" soviétique enfermé dans le carcan de la dictature stalinienne. Les responsables socio-démocrates se définissent de plus en plus comme des pragmatiques refusant l'utopie révolutionnaire. S'agit-il là en fait d'une nouvelle idéologie ?

* En Allemagne, le S P D cherche à attirer à lui un électorat de plus en plus important et diversifié dans lequel les ouvriers deviennent rapidement minoritaires. Le Congrès de BAD GODESBERG en 1959 marque une révision doctrinale fondamentale qui écarte totalement toute référence au marxisme. Le préambule du "programme fondamental" de Bad Godesberg définit ainsi les objectifs du S P D :

"Le socialisme démocratique qui, en Europe, trouve des racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique ne prétend pas proclamer des vérités dernières. Le parti social-démocrate d'Allemagne est le parti de la liberté de l'esprit. Il constitue une communauté d'hommes qui viennent de différentes directions de croyance et de pensée. D'un parti de la classe ouvrière, le parti social-démocrate est devenu un parti du peuple. (3)

Les différentes élections font apparaître une croissance très forte de l'audience du S P D : 29,2 en 1949 ; 36,2 en 1961 ; 45 en 1972.

* Les travaillistes britanniques suivent une voie proche de celle-ci malgré un débat politique interne entre "fondamentalistes" et "révisionnistes" M. WILSON qui détient la

majorité dans le parti apparaît comme un pragmatique : "un bon politique doit tenir moins du prophète et davantage du technicien" (4).

"Nous ne pouvons pas nous permettre de nous attaquer aux problèmes des années 1960 en cherchant en vain la réponse dans le cimetière de HIGHGATE (5) (cimetière où se trouve la tombe de K. MARX).

En Belgique, on trouve une idéologie voisine avec le renardisme, André RENARD fait adopter en 1954 par le Congrès extraordinaire de la Fédération Générale des Travailleurs Belges (FGTB) un programme de réformes de structures basé sur :

- un contrôle des holdings
- une planification souple
- des nationalisations

Toutefois, selon RENARD "la nationalisation ne peut consister dans une simple substitution d'une bureaucratie à une autre. Nous sommes adversaires de toute formule à caractère étatique" (6). Là encore, il s'agit de promouvoir des réformes ayant pour but d'amender le système libéral traditionnel sans toucher aux mécanismes fondamentaux.

L'idéologie pragmatique que l'on rencontre sous diverses formes en Europe est totalement rejetée par les marxistes orthodoxes qui sans renier l'électorat populaire et l'appui syndical dont bénéficient les partis socio-démocrates, considèrent qu'en fait, il s'agit d'une des alternatives que la bourgeoisie entretient pour essayer de maintenir les rapports de production capitalistes "le réformisme établit la domination bourgeoise sur le prolétariat en organisant celui-ci syndicalement et politiquement pour ses revendications et ses besoins immédiats" (7).

Elle peut répondre en faisant état de réussites incontestables en matière d'élévation du niveau de vie, de réduction des inégalités et de réformes sociales.

Les pays à gouvernement social-démocratie sont parmi les plus riches du monde. En 1975, la production nationale brute par habitant était de 7060 dollars en Suède, 6810 en Allemagne Fédérale (RFA) contre 5780 en France et seulement 2620 en URSS. Le système fiscal suédois a permis une réduction considérable des inégalités.

LIMITES ET DIFFICULTES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Toutefois la social démocratie pragmatiste reste incapable de proposer une solution satisfaisante aux contradictions du capitalisme d'aujourd'hui. L'analyse keynésienne, outil de la politique économique ne permet plus de résoudre les problèmes d'inflation et surtout de chômage que connaissent nos économies occidentales. Malgré une réussite économique indiscutable que certains ont nommé "miracle allemand", le gouvernement social-démocrate allemand ne contient que très difficilement la montée du chômage.

L'apparition de mouvements de jeunesse socialistes en Allemagne (JUSOS), Suisse et Autriche refusant le modèle socio-démocrate classique, contribue à faire éclater les contradictions.

Ces mouvements, à l'image des partis italiens ou surtout français, remettent en cause les structures capitalistes de la société. Cette évolution apparaît aussi dans le Labour Party britannique qui lors de la 72e Conférence d'octobre 1973 s'est radicalisé au niveau théorique et a envisagé un développement des nationalisations.

Olof Palme, en Suède, tout en restant fidèle au socialisme démocratique cherche, surtout depuis qu'il a quitté les "affaires", "à déplacer le pouvoir du capital vers le pouvoir du monde du travail" (8). Cette évolution amorcée depuis quelques années a été stoppée par l'échec du parti socio-démocrate lors des dernières élections. Le recul des socio-démocrates allemands lors des élections partielles tendrait à confirmer l'existence d'un recul du mouvement en Europe du Nord. Par contre au Portugal, Mario SOARES rejetant totalement la voie léniniste et résistant aux tentatives de débordement du Parti Communiste Portugais, s'oriente délibérément vers une social-démocratie pragmatique, ce qui lui a valu jusqu'à maintenant un certain succès malgré de grandes difficultés d'ordre économic.

VERS UN EUROSOCIALISME

Parallèlement à cette évolution interne de la social-démocratie dans chaque pays, nous assistons actuellement à un renouveau de la IIe Internationale et de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne créée en 1957. Lors de son Congrès de GENEVE, l'Internationale Socialiste a adopté une "déclaration sur la solidarité économique". C'est au cours de cette même réunion que M. François MITTERAND a lancé un appel vibrant afin que "les socialistes dominent leurs différends et persèverent dans l'union". Le Parti Socialiste Français malgré sa stratégie frantiste et gradualiste, qui s'est traduite par la signature du Programme Commun de Gouvernement en 1972 avec le P C F et le M R G, reste proche au moins sous certains aspects, de la social-démocratie européenne. Cependant il reste fidèle à l'Union de la Gauche, mais sa stratégie risque d'évoluer à terme si le Parti Communiste Français continue à remettre en cause l'Union de la Gauche par une "stratégie du soupçon" et une politique de surenchère systématique et démagogique qui tend à rendre impossible dans les faits une véritable solidarité de gouvernement en cas de victoire de la gauche en France en mars 1978.

Le Parti Socialiste Français souhaite une évolution de la social-démocratie vers un véritable socialisme et il participe activement à la préparation d'une campagne commune lors des prochaines élections du Parlement Européen en 1978. D'ores et déjà, un emblème commun a été choisi lors de la réunion du bureau de l'Union à Londres : la rose au poing des socialistes français. D'abord sur le fait que le capitalisme entraîne la civilisation occidentale dans une impasse, les socialistes européens cherchent une réponse originale s'écartant délibérément de la bureaucratie et mettant l'accent sur la nécessité d'un nouveau type de croissance se fixant pour but l'amélioration du cadre de vie et la prise en charge par les citoyens de responsabilités importantes tant dans l'entreprise que dans la cité.

→ suite page n° 26

LE POUVOIR DES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

I - STRUCTURES ET DÉVELOPPEMENT

1.1. - ASPECTS QUANTITATIFS

Depuis de nombreuses années, le Capitalisme a entrepris de s'organiser sur le plan mondial, et, depuis 1945, la forme avancée de ce processus est les compagnies multinationales. Déjà, au début de ce XXe siècle, quelques multinationales s'étaient formées, principalement dans l'industrie chimique et électronique. En 1935, 200 firmes aux États-Unis représentaient 35 % de la production globale des sociétés anonymes. En Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, deux sociétés bi-nationales voyaient le jour : la Royal Dutch Shell et Unilever.

Aujourd'hui, on estime le nombre des multinationales à près d'un millier, dont plus de la moitié ont leur siège principal aux États-Unis. Les plus grandes d'entre elles, comme la "General Motors", la "Standard Oil", "Esso" ou "Ford" ont un chiffre d'affaires supérieur au Produit National Brut de nombreux pays.

Il a été prédit devant la Chambre des Représentants des États-Unis que dès 1980, les 2/3 de la production mondiale seraient contrôlés par une centaine de multinationales au plus. Celles-ci seront classées selon les critères suivants :

- Les Super-Géants, avec un chiffre d'affaires de plus de 20 mille millions de DM. On en comptait 13 à la fin de 1971, dont 11 avaient leur siège aux États-Unis. La plus grande entreprise des Super-Géants : la General Motors avait un chiffre d'affaires 4 fois supérieur à la Unilever.

- Les Géants dont le chiffre d'affaires est compris entre 5 et 20 mille millions de DM. On en comptait une centaine en 1971, dont la moitié hors des États-Unis.

- Les Grandes multinationales, avec un chiffre d'affaires de 100 millions à 5 mille millions de DM. On en comptait plusieurs centaines en Europe et au Japon.

Les entreprises moyennes semblent en voie de disparition, soit parce qu'elles sont rachetées par les multinationales (Expansion interne), soit parce qu'elles associent ou fusionnent (Expansion externe). Le fait que la plupart des unités plus petites se spécialisent dans la recherche et ses développements leur permet de subsister. Il n'empêche que leur faiblesse financière relative et leur impuissance de couvrir le marché mondial les forcent à "s'allier" par contrats exclusifs aux multinationales dont elles finissent par dépendre toujours plus.

1.2. - ASPECTS QUALITATIFS ET STRUCTURES

1.2.1.- Le monde des finances : Au stade actuel du développement, la concentration et la centralisation du capital, avec l'effet de supernationalité que le processus entraîne, est rendu possible par la concentration des sociétés financières et des banques, accompagnée d'une accumulation de moyens de protection et de contrôle. Depuis 1970, quatre groupes bancaires principaux ont émergé. Ils peuvent être classés, selon leurs bilans de 1969 dans l'ordre suivant :

1.2.1.1 - Le groupe "SPE", auquel appartiennent, en dehors de la "Bank of America", les grosses banques de Grande Bretagne, de France, d'Italie, des Pays-Bas et de la République fédérale d'Allemagne (Dresdner Bank).

1.2.1.2. - Le groupe "Orion" reprenant les banques suivantes: Chase Manhattan Bank (U.S.A.), National Westminster Bank (G.B.), Royal Bank of Canada et la "Westdeutsche Landesbank" (RFA).

1.2.1.3. - Le groupe "EBIC", qui regroupe quelques-unes des plus grandes banques de l'Europe occidentale, telles que la plus grande banque de RFA : la "Deutsche Bank".

1.2.1.4. - Enfin, le groupe des banques suivant qui coopèrent étroitement : la "Commerzbank" (RFA), le "Crédit Lyonnais" (F), la "Banco di Roma" (I), et la "Lloyds Bank" (G.B.)

Ces quatre groupes, à côté desquels existent aussi des consortiums de grandes banques nationales, sont malgré tout liés par des intérêts commerciaux multiples et variés. Dans la décennie à venir, il est probable que toutes les banques participeront à un groupe international.

1.2.2.- Concentration et croissance. La plupart des multinationales provoquent des concentrations dans les domaines suivants : l'électronique, l'informatique, l'automatisation, le pétrole et ses dérivés, l'industrie chimique, les synthétiques et l'industrie pharmaceutique. La raison en est que le haut degré de productivité a amené des investissements de plus en plus élevés provoquant en retour une productivité de plus en plus grande et finalement une spirale investissement-productivité. Le phénomène est fort complexe, d'autant qu'ils créent des processus de concentration au sein même d'autres processus de concentration dans les industries de pointe : chimie, produits synthétiques et les pétroles.

1.2.3.- Les conglomérats : La tendance aux conglomérats est sans doute un phénomène aussi typique dans le processus de concentration que la "multinationalisation". ITT est l'exemple le plus fréquemment cité du conglomérat, c'est-à-dire de l'entreprise couvrant des domaines étrangers et sans liens entre eux, des filiales aux buts très différents. Ce phénomène a fort grandi ces dernières années. Aux États-Unis, 80 % des entreprises sont des conglomérats contre 20 à 25 % en Europe occidentale.

II - LES LIENS ÉCONOMIQUES, BUTS PRINCIPAUX.

2.1. - LA MAXIMALISATION DES PROFITS

La logique capitaliste veut que les investissements se concentrent dans les secteurs où les chances de profit pour l'entreprise privée sont les plus grandes. Les multinationales accordent par conséquent plus d'importance à une stratégie du profit planifiée à long terme qu'aux possibilités à court ou moyen terme. D'autant plus que la volonté des multinationales est de monopoliser le plus de secteurs de production possible tant sur le plan géographique que du point de vue

du fonctionnement. Le moyen le plus usité pour préserver l'efficacité du capital investi est ce qu'il est convenu d'appeler "le cash flow", c'est-à-dire la possibilité pour l'entreprise de réinvestir après déduction des profits les sommes prévues à l'auto-financement. Par conséquent, la stratégie des multinationales est principalement définie par la volonté de maximiser ces facteurs à long terme.

2.2. - L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET L'EXPANSION DES POUVOIRS

La deuxième volonté des multinationales est d'élever le montant de l'autofinancement, ce qui signifie une limitation des coûts et plus précisément les salaires, les taxes, etc. Marx avait déjà défini le phénomène de l'accumulation du capital :

- La croissance de l'entreprise dans l'économie capitaliste est basée sur l'accumulation la plus grande possible du capital.
- Tout capital en sommeil risque d'être détruit.

Aussi, les multinationales tendent à vouloir augmenter leurs pouvoirs par des pressions politiques. Elles mettent à chaque fois des centaines de milliers de travailleurs en état de dépendance, ainsi que tous les corps politiques locaux, régionaux et même souvent internationaux. La stratégie à long terme du capital est de provoquer des services à court terme : l'importation de matières premières, le marché des biens, des garanties d'état aux investissements. Les conséquences négatives de l'accumulation du capital et de l'expansion des pouvoirs, tant économiques que politiques, ont souvent déjà été montrés en détail. Il n'empêche qu'il faut noter tout particulièrement que cette stratégie capitaliste des multinationales conduit à des difficultés de capital et de surproduction. Ainsi dans les textiles synthétiques, l'augmentation des capacités de production a été poussée à un tel point qu'elle a provoqué et risqué de provoquer encore des licenciements massifs.

2.3. - AUTOMATION, RATIONALISATION, SPECIALISATION

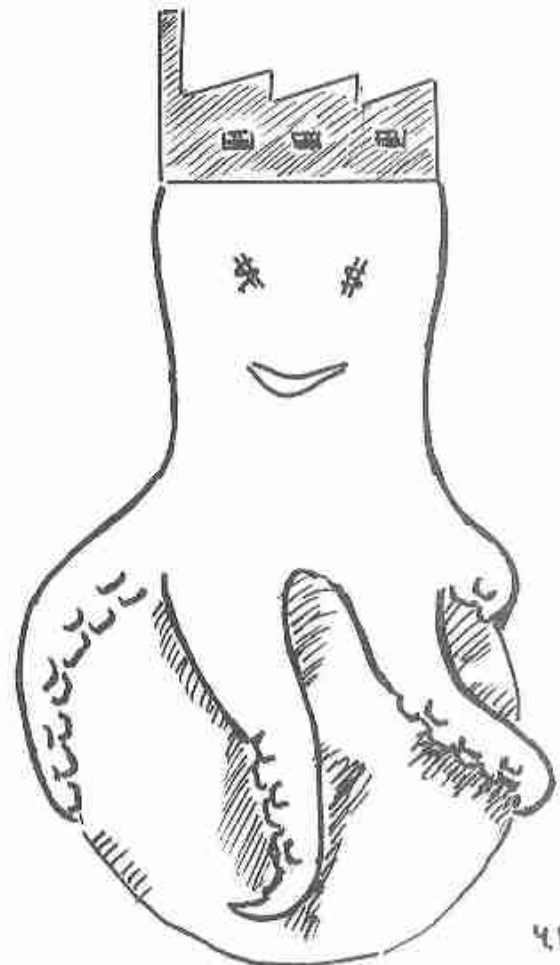
La volonté de gonfler le fonds de roulement provoque la compression du secteur "travail salarié". Déjà les 2/3 des investissements privés dans le monde capitaliste servent à la rationalisation et aux améliorations technologiques. La réduction évidente du nombre d'emplois disponibles causés par l'automatisation et la rationalisation est souvent le résultat de décisions incontrôlées prises par les bureaux centraux des multinationales. De plus, ce processus s'accompagne d'une tension plus grande pour ceux qui continuent d'être employés par ces groupes commerciaux et industriels les plus puissants.

2.4. - INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT

La multinationalisation de la production ne met en question, en aucun cas, le champ d'action des directions d'entreprise. Tout au contraire, avant chaque investissement, le siège principal des multinationales étudie de façon approfondie ; tous les éléments juridiques et sociaux concernés. Actuellement, la stratégie des multinationales vise à l'établissement

d'"entreprises de production parallèle", afin de pouvoir déplacer toute production freinée par des conflits sociaux d'une nation à une autre. Si, jusqu'ici, le transfert de la production n'a servi que comme menace, dans certains cas, des transferts partiels ont été faits. En effet, les possibilités de choix du capital grandissent à chaque nouvel investissement. Il est tenu compte non seulement des données légales, économiques et techniques, mais très évidemment des intérêts politiques aussi. La filiale européenne d'IBM a synthétisé l'esprit de cette stratégie : "Lors de nouveaux investissements, la multinationale prend en considération - et cela n'est que normal - les zones de grande paix sociale".

Pour le financement d'investissement, il apparaît que "95 % de tous les investissements des nations industrielles occidentales trouve son origine dans la circulation monétaire (auto-financement) - tout particulièrement dans les secteurs en expansion : pétrole et dérivé, chimie électronique..." (Levinson). Conséquemment, la part du financement extérieur s'amenuise. D'autant plus que le système monétaire mondial actuel est unilatéral, puisque les "super-géants" nord-américains ont leur mot à dire : ceux-là même qui créent le marché de l'Eurodollar en Europe occidentale, afin de protéger leurs possibilités de financement.



2.5. - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les secteurs "Recherche et Développement" prennent aujourd'hui une importance grandissante tant dans le cadre du développement économique, et tout particulièrement en fonction de leur part dans le chiffre d'affaires brut des multinationales, que dans le cadre du développement social. Dans l'industrie chimique, cette part représente déjà 20 %/. Il est à remarquer que la "recherche" et le "développement" sont l'apanage des entreprises mères, qui par conséquent, provoquent dans la majorité des cas une dépendance technologique totale. Des pays économiquement faibles courent le risque d'un sous-développement technologique, ce qui, dans le cas du tiers-monde, s'ajouterait au sous-développement social et économique existant. Le phénomène approfondit la cassure déjà très nette sur le plan mondial entre pays pauvres et riches.

2.6. - CONTROLE DES COMPTABILITES ET PUBLICITE DES PROFITS

La production à une échelle multinationale donne au capital de nombreuses possibilités de manipulations et de camouflages des profits. Deux exemples de manipulations sont les suivants :

- Les "Prix de transferts", où les compagnies mères fixent un prix lors des transferts de marchandises ou de services vers les filiales dans d'autres pays. La manipulation est fonction des bénéfices escomptés et sert principalement l'évasion fiscale.

Les transferts de profits vers les paradis fiscaux, qui se font principalement par le biais des holdings. Ces holdings ne sont en réalité que des boîtes postales permettant des mouvements de fonds échappant au fisc et servant à des réinvestissements très profitables. De plus, des compagnies commerciales sont créées dans ces "paradis", afin d'absorber les profits et de permettre la comptabilisation du trafic interne de marchandises.

III - LES MULTINATIONALES ET LES ECONOMIES NATIONALES

3.1. - LES MULTINATIONALES ET L'ETAT-NATION

3.1.1. - Stimuli gouvernementaux aux investissements.

Afin d'assurer un hypothétique "plein emploi", les états industriels se livrent à une course aux investissements étrangers à coups de "stimuli" tels que primes aux investissements, dérogations fiscales, etc. Cette course a conduit un grand nombre de nations à se faire la guerre "économique". Mais, elle se fait aussi au détriment du secteur social national. Or, les grandes firmes ne bénéficient pas seulement des privilèges et subsides accordés par ces gouvernements. Ainsi, la république fédérale d'Allemagne a promulgué une loi fiscale dite "d'aide au développement" qui sert à cet effet. Mais pire encore est la rivalité qui oppose les investissements capitalistes dans le tiers-monde, puisque le résultat en est une dépendance toujours plus grande des pays sous-développés par rapport aux multinationales.

3.1.2. - Emprise grandissante sur l'Etat-Nation

L'arrêt ou la menace d'un arrêt de la production est l'un des moyens de chantage favorisés de l'éventail à la disposition des multinationales pour influencer profitablement les décisions de l'Etat. D'autres moyens sont l'exigence de subsides et de privilèges fiscaux, de la constitution d'une infrastructure en avance sur les subsides promis ; des services d'information internes (sortes de C.I.A. privées) rapportent de façon continue les activités des chancelleries dans le monde et dans l'intérêt exclusif des compagnies mères. Celles-ci alors s'empressent d'utiliser cette information afin d'influencer jusqu'aux attitudes des Etats-Nations grâce à la complicité des grandes nations industrielles.

3.2. - MULTINATIONALES ET COMMERCE EXTERIEUR

3.2.1 - L'évolution du commerce mondial

La structure du commerce mondial reflète de plus en plus le résultat des décisions aux plus hauts échelons des multinationales. Ainsi, le terme de "commerce extérieur" a perdu une grande partie de son sens, puisqu'il recouvre de plus en plus fréquemment le total des transferts et compagnies mères. D'après Levinson, près de 60 % du total des exportations dans le système capitaliste représente des mouvements internes aux multinationales. Toutes les exportations de produits et de services, même internes aux multinationales se font sur base des monnaies nationales d'origine qui, depuis la deuxième guerre mondiale, sont elles-mêmes liées au dollar U.S.

3.2.2. - Les multinationales et la crise monétaire mondiale

Lors de la crise monétaire de 1967, lorsque la livre britannique fut dévaluée, 19 % des 22 multinationales avaient pu prémunir leurs investissements des pertes qui s'ensuivirent. Lors de la crise de 1968, les multinationales s'empressèrent d'organiser des transferts monétaires importants. Il est clair que les spéculations monétaires des multinationales ont contribué dans une large mesure à la crise monétaire mondiale. De même, les rares réévaluations donneront aux multinationales l'occasion de quelques profits extraordinaires, occasion qu'aucune jamais n'a laissé échapper.

Les multinationales analysent et observent les développements sur le marché financier mondial de façon constante. Grâce à leur stratégie financière, les multinationales arrivent à influencer les monnaies des nations jusqu'à provoquer des crises monétaires locales. Dans de nombreux cas, les multinationales sont plus puissantes que bien des ministres des finances de ces Etats-Nations.

3.3. - LES MULTINATIONALES ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

3.3.1. - Les limites d'une politique économique anticyclique

Les prévisions d'investissements des multinationales ne peuvent être que peu influencées par l'infrastructure économique de l'Etat-Nation. Ce qui entend que les multina-

de prison en Corse) a brutalement réagi aux ouvriers organisés en syndicat aidé en cela par le syndicat d'entreprise et d'anciens para-commandos.

4.3. - LES MULTINATIONALES ET LES CONCEPTIONS DE TRAVAIL ET DE VIE :

L'exploitation des différences internationales

La logique capitaliste veut que l'on réduise au maximum les charges salariales (le salaire est la seule base matérielle pour les travailleurs) afin de permettre le plus grand auto-financement. Cette part des charges salariales varie grandement selon le secteur, l'entreprise, la situation régionale ou internationale. Alors que chez Opel, filiale allemande de la General Motors, les breaks et les périodes de passage d'une chaîne à l'autre sont accordés, au Venezuela, il en va autrement. De même, les salaires dans les entreprises Hilton varient du simple au triple, selon que l'on travaille en Europe occidentale ou aux Etats-Unis, sans parler des salaires payés à Monrovia en Afrique.

Dans les secteurs de grande main d'oeuvre - tout particulièrement le cuir, le textile et la confection - les multinationales déménagent leurs centres de productions vers les pays à bas salaires, et plus particulièrement l'Asie orientale. Cependant, les différences salariales de la région sont à leur tour exploitées afin de provoquer des investissements. Ainsi, si l'on prend le salaire d'un Coréen du Sud comme base 100, celui du Chinois nationaliste est de 160, celui du Philippin 230 et du Japonais 450 (source IBM bulletin). Cette politique prend d'autant plus d'importance que se développent les systèmes de communication et de transport. Cet exemple montre combien les investissements se font tout particulièrement là où les structures économiques sociales et syndicales coïncident favorablement avec les intérêts autoritaires des multinationales et où les conditions des travailleurs sont les plus mauvaises et où les salaires sont les plus bas.

Il est bien connu dans les pays du tiers-monde que les multinationales ne reprennent même pas les rares et inefficaces services sociaux locaux et ne respectent même pas une élémentaire égalité de salaires par secteur.

" Le texte que nous reproduisons ci-dessus a été rédigé par le "Bureau européen de coordination des organisations européennes de jeunesse " (B.E.C.)
Il ne saurait être considéré comme un texte des fédéralistes sur la question

Fédéchoses

Suite de la page n° 21

LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE

.../...

Les socialistes européens cherchent à créer un nouveau type de société et à donner à l'Europe "la possibilité de lancer de nouveaux messages au monde" (9).

Tout cela n'existe encore qu'à l'état de projet, d'utopie ? Il ne faut toutefois pas négliger ce phénomène de renaissance de l'Internationale socialiste qui malgré les contradictions internes de ce mouvement peut bouleverser profondément la politique européenne des prochaines années et peut être renouveler la social-démocratie traditionnelle. Mais comme le remarque Olaf PALME, le socialisme démocratique "doit encore démontrer qu'elle est la plus dynamique, la plus moderne et la plus progressiste des idéologies". Mais sera-t-il à la hauteur des espérances qu'il suscite chez certains ?

Bernard GERARDIN

notes

- (1) cf "les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie" BERNSTEIN 1899
- (2) LENINE "La faillite de la IIe Internationale" Analyse des bases sociales de l'opportunisme et du social-clarinisme.
- (3) cf Préambule du Programme Fondamental du S.P.D - Congrès de Bad Godesberg - 1959.
- (4) H. WILSON - déclaration à "L'Observer" 16 juin 1963
- (5) H. WILSON - discours prononcé à la Conférence de 1968
- (6) A. RENARD - "vers le socialisme par l'action" p. 43
- (7) F. LEGROS - "Réformisme et réformes de structures" Contradictions n° 7 - 1975
- (8) OLAF PALME "Le rendez-vous suédois" 1976
- (9) cf DROUIN "Les pointillés de l'eurosocialisme" Le Monde - 9 décembre 1978 - supplément EUROPA.

L'OCCITAN E LOS JOVES LICEANS

- enquesta sus liceans qu'an presentat lo Bac amb l'opcion «occitan».

L'enquesta se debanèt en 1976 dens l'Academiá de Tolosa : toquèt 696 liceans, es a dire 27% de la populacion (sus 2568). Es una iniciativa de la Còla de recerca sus l'Identitat Occitana, del Miralh, amb l'ajuda de membres del CREO e de l'IEO.

Vaquèl, per començar, una estatística per l'Academiá de Tolosa.

	1973	1974	1975	1976
an presentat lo bac	11757	11669	11415	11265
amb l'occitan	1730	2527	2480	2568
en percentatge	15	22	22	23

1an



Sembla que lo percentatge s'estabilisa : es pas luènh del 1/4. Qualques caracteristicas d'aquèla populacion :

Sèxes : omes 37%

femnas 63%

Atge : 16 à 22 ans

Departament : un pauc totis, mens Tarn (un incident malastros)

Origina socio-professionala (brèvament...)

paire-grand païral agricultor	2	60%
paire-grand malral agricultor		60%
paire agricultor		33%
paire artisan, comèrci		17%
paire obrìer		11%
paire emplegat, servicis		21%
paire cadre		10%
paire o maire regent, professor		7%
maire a l'ostal		62%



totis los %
calculats
sus las
responsas
exprimadas

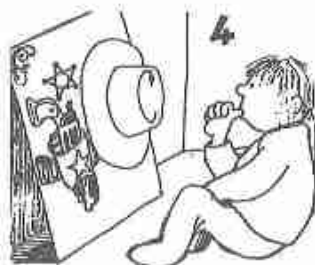


3

Es pas estonant de veire l'origina rurala en primièra o segonda generacion, per la majoritat. Totis los qu'an l'occitan coma lenga maralla (e mai d'autres...) van presentar l'espròva.

Perdequè avètz causit l'occitan ?

sabi pas trop	44
per ganhar de punts	132
es la lenga locala	63
es interessant, per me cultivar	173
lenga polida, poetica	41
m'agrada, me plai	145
lenga de mon pais, de ma familha	61
que cal luchar per la defendre	37



4

pour cent

6
19
9
25
6
21
9
5



5

De qu'es acò occitania ?

sabi pas	93	43
realitat geografica : region, sud, miejorn	151	22
quicom d'agradiu : lo solelh, las gents	27	4

folclòre, tradicion
cultura, biais de viure
civilisacion
istòria
realitat linguistica
realitat economica
pais colonisat
lo pais ont soi nascut, ont vivi
lo pais de mos reires
mon pais
un pais que vol viure
cal l'indpendencia



30
59
22
30
81
7
8
31
14
87
49
7

4
9
3
4
12
1
1
4
2
13
7
1



Aqui son pas de questions en «prefabricat», avèm fach una analisi del contengut.

Las respensas son de còps en francès, e de còps en òc.

Avèm fach una «escala» de transmission de l'occitan, amb siéis escalons (s'en podià far mas o mens..)

1) lo paire e la maire an parlat occitan al mainatge, e parlavan a l'ostal dins la meteissa lenga	160 o 23%
2) lo paire o la maire parlavan al mainatge, e parlavan entre els	40 o 6%
3) lo paire o la maire parlavan al mainatge (de còps ?) mas parlavan pas entre els	97 o 15%
4) almens un dels quatre grand-parents parlava al mainatge, e los parents li parlavan pas	201 o 29%
5° lo mainatge escotèt parlar (entre els) o los grand mairals, o los grands pairals, o los parents, mas degun li parlava pas	103 o 15%
6) degun parlèt occitan al mainatge, escotèt pas degun : aqui los curiosis e los voluntaristas	95 o 13%

Tot acò, qu'es polit en notacion «ensemblista» (une bestia que pòt servir...), es la sintèsi de questions coma : «vostre paire, vostra maire.. vos an parlat occitan ?» età..

Usatge de l'occitan dins la vida vidanta

parlan l'òc

8



- en familha
- amb vesins
- amb de joves-vesins
- al liceu
- en cors (d'òc)
- amb fraires e sorres

41%
22%
22%
30%
79%
13%



Se nota que sovent, es la maire que parla lo francès al mainatge (al moment que lo paire parla l'occitan); tanben se parla lo francès mas sovent a una dròlla. Se la lenga s'en va, s'en va par las femnas (acò's plan conegut, veire lo «Caval d'Orguèlh») : aquesta situacion s'amerita una accion precisa. Tanben las femnas militantes occitanas parlan mens sovent l'òc : es coma acò, m'agrada pas coma femna..

La Còla : Domenge Blanc, Francesa Morin, Guy Poget, Maria-Clara Vigièr.



10

L'occitan a l'escola



DESSINS EXTRAITS DE
"PER NOSTRE" IEO: BÉARR.

Aquel papier, ja paregut dins CREO-Informacions de Tolosa, pòt interessar d'autres que son pas de l'Academia. Una espròva que tòca un licean sus quatre o cinc, es un fach de massa.

Avèm pas cercat a conèisser lo nivèl linguistic dels liceans. Segurament l'espròva -facultativa- es pas fòrça dificila. L'interessant èra de saber çò qu'an dins la clòsca, quon contengut ideologic passa dins l'ensenhament.

Cadun a escrich solament qualques regas, e, per tròçes e talhons, s'en sortis un imatge d'Occitania, qu'es pas talament different -per exemple- de çò que sortis d'une Escola occitana d'estiu. La diferença principala sarà dins lo nombre de personas conscièntas -e non dins las ideias. Donc, una diffusion d'ideias se fa, los ensenhaires parlan pas solament de lenga.

Un leigeire totalament desinformat, e qu'a dins la man solament las enquestas, aprendrà :

- qu'Occitania a una istoria, los catars, la repression, la conquesta e tot aquò,
- qu'Occitania a un airal geografic
- qu'es un país colonisat, mespresat, oprimit
- qu'es lo bronze-cuol de l'Europa, que lo trabalh manca, qu'es una region jos-desenvolopada, que cal de solucions politicas
- tanben que los occitans aïman viure, an una cultura e una tradicion a defendre e a reviscolar.

D'un costat la motivacion «tripala» : mon país, ma familha, lo papet-que-voli-parlar-amb-el-en-occitan, las raïces, aquò m'agrada, aquò me plai; afectivament se parla mai de país,

- de l'autre costat, la motivacion racionala, la situacion economico-politica, tot çò que cal cambiar; racionalament se parla mai de region.

Lo vocabulari politic fòrt : autonomia, colonisacion... sortis pas que quelques còps. Mas las ideias son dins l'aire.

Per comparar, la definicion jutjada mas bona per de militants (supausats informats) es : «los occitans son de colonisats del dedins». Ara, la discutida es pas sus l'analisi dels fachs, qu'es pro expandida, es sus lo biais de n'en sortir.

Maria-Clara

L'UNIVERSITE ET LA REGION

Si l'Université est avant tout une entité culturelle, la Région est avant tout une réalité socio économique ; ces deux mondes peuvent-ils se connaître et travailler l'un pour l'autre ?

Il est courant d'entendre que les universitaires sont des rêveurs perdus dans leurs études alors que les dirigeants d'entreprises ou les leaders politiques sont en contact avec la réalité. Qu'en est-il en fait ?

En premier lieu, une évidence : les "clients" de l'Université, ses cadres, appartiennent à la même classe sociale que les chefs d'entreprises et les dirigeants socio économiques. L'Université est parfaitement adaptée à la fonction de reproduction que la bourgeoisie lui a désignée.

Dans le domaine de la démocratisation de l'enseignement, la régionalisation a eu un effet positif. L'éclatement des universités traditionnelles des métropoles d'équilibre en petits centres universitaires ont rapproché les lieux de travail de l'habitat et ainsi favorisé l'accès à l'enseignement supérieur à une partie de la population qui ne pouvait supporter les frais créés par un loyer dans une ville universitaire ou des trajets trop nombreux. Le centre de Valenciennes reçoit ainsi 36 % d'étudiants fils d'ouvriers et 22 % à Saint Etienne alors que la moyenne nationale est de 12 %. Toutefois cet enseignement s'il est souvent de qualité, ne concerne que quelques filières généralement sans troisième cycle, ce qui limite les possibilités en bibliothèques et en laboratoires. Il est symptomatique de voir que dans le "palmarès des universités" (la presse met l'enseignement supérieur au niveau de la chansonnette), les établissements parisiens se taillent le plus grand succès dans la quasi totalité des domaines.

Les régions, les collectivités locales, font souvent de gros efforts pour leurs universités : mise à disposition de terrains,

subventions de fonctionnement. Il est vrai qu'en contre partie l'Université apporte une élévation du niveau culturel, permet la création d'emplois : enseignants, ATOS etc... Une population étudiante peut être considérée comme un marché pour le commerce local ; ainsi à Montpellier un citadin sur dix vit peu ou prou de l'Université.

Les entreprises peuvent espérer trouver des cadres originaires de la région où elles sont elles mêmes implantées mais ceci exige une adéquation entre les débouchés et les filières de formation. Le risque existe de voir les entreprises infléchir l'enseignement de manière trop importante vers ses propres besoins à l'exclusion de la formation générale ou des enseignements permettant ultérieurement une réorientation des individus.

Les entreprises passent de plus en plus de contrats de recherche avec les universités (cela est surtout vrai en matière scientifique). Le principe de ces contrats ne saurait être remis en cause à condition que ces derniers soient suffisamment diversifiés. Toutefois, là encore, on constate que soit les universités ne peuvent répondre à la demande, soit leurs offres restent sans effets.

De ce rapide examen, deux thèmes peuvent être dégagés :

- a) au niveau de l'économie générale et de l'économie de l'enseignement, la nécessité de définir et d'appliquer une planification démocratique déterminée en fonction des besoins réels des populations et ce, en liaison avec elles,
- b) au niveau de l'enseignement, de développer les filières de formation de type éducation permanente seules capables d'une part d'intégrer les temps d'étude et de travail et d'autre part de permettre une réorientation au cours de la vie professionnelle.

Jean-Marie DUBOS

LA PRESSE FEDERALISTE EUROPEENNE : AUJOURD'HUI "EUROPA" (BERNE, SUISSE)

La revue "europa" n'est pas seulement l'organe de l'Union européenne de Suisse et de l'Association suisse pour le Conseil des Communes d'Europe : c'est une véritable revue suisse pour les questions européennes. Ainsi remplit-elle le rôle de moyen d'information des Européens en Suisse et celui de forum de discussion européenne en Suisse. La revue "europa" paraît 8 fois par an avec un tirage de 5 000 exemplaires environ. Ils sont destinés aux membres de l'Union européenne, à des abonnés, aux donateurs, à tous les parlementaires des Chambres fédérales, à la presse suisse, à des associations intéressées par la politique européenne et étrangère et aux organisations fédéralistes en Europe. Le nombre de pages par numéro varie entre 16 et 24, format A4.

La revue "europa" est bilingue : des articles en français et en allemand se suivent et causent à la rédaction les difficultés techniques inhérent à une revue d'un petit pays où l'on parle plusieurs langues. Elle essaie d'établir aussi un équilibre entre l'information sur le Conseil de l'Europe, dont la Suisse fait partie, et la Communauté, à laquelle la Suisse n'est liée que par un accord de libre-échange, pour l'instant du moins. Conformément au programme politique de l'Union

européenne de Suisse, "europa" tient également compte de l'état des rapports est-ouest ainsi que des relations de la Suisse et de l'Europe avec le monde. Enfin, "europa" ne néglige pas les aspects de la politique intérieure ayant une "dimension européenne" et qui, en effet sont nombreux ! "europa", fondée en 1934, a paru jusqu'en 1964 avec le format quotidien, avant d'adopter, en 1965, le format revue.

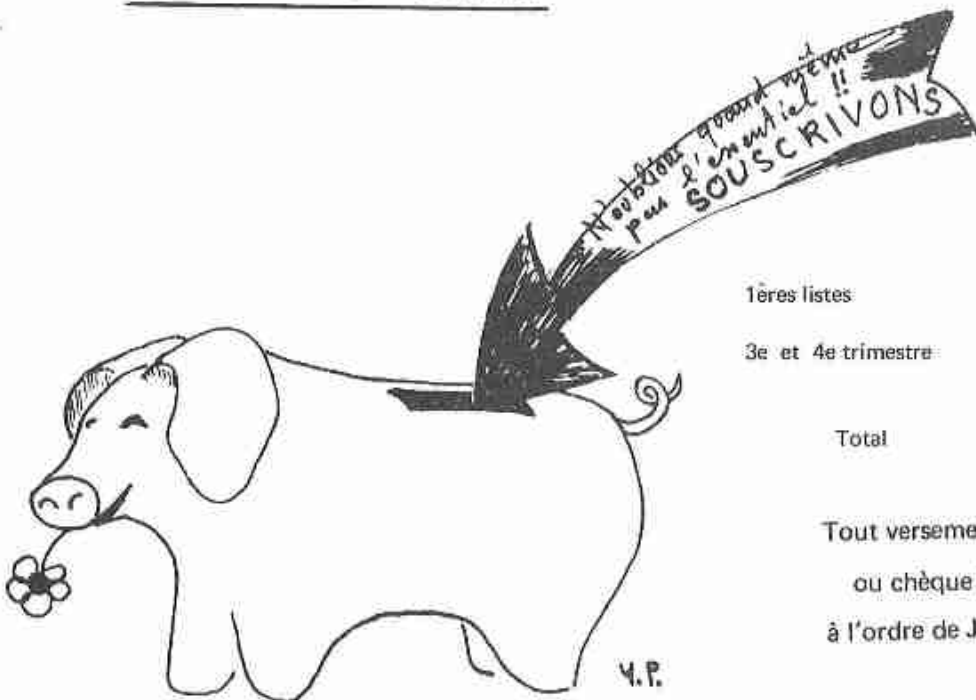
L'édition est financée par les cotisations des membres, des abonnements et des annonces publicitaires. Grâce au volontariat des membres de la rédaction, son budget annuel ne dépasse pas fr. 50.000. -

Un abonnement coûte fr. 15. - par année. Vous pouvez obtenir sans difficultés des exemplaires gratuits au secrétariat central de l'Union européenne de Suisse, case 215, 3000 Berne 26.

Signalons que la revue "europa" coopère avec "Europa-Stime" (Graz, Autriche), "Europa-Union" (Bonn, Allemagne) "New Europe" et "Facts" (Londres) et "Nieuw Europa" (La Haye).

SOUSCRIPTION !

bouboule 's corner



1eres listes	:	1.277
3e et 4e trimestre	:	1.154
Total		2.431

Tout versement par C.C.P.
ou chèque bancaire
à l'ordre de J.L. PREVEL

Bruxelles, le 23 mai 1977

Aux rédacteurs des périodiques fédéralistes

Chers Amis,

Des arguments pour motiver notre campagne

Dans ma dernière lettre, je parlais de l'importance de l'information et des moyens d'information employés ou envisagés pour attirer l'attention des citoyens sur le fait décisif que constitue l'élection européenne pour les européens d'aujourd'hui et pour l'avenir de l'Europe.

Mais pour convaincre les citoyens de l'importance de voter et pour qu'ils participent massivement au vote, l'information ne suffit pas.

Il faut développer des arguments politiques convaincants. Voilà pourquoi l'U.E.F. prépare son manifeste européen dont je parlais dans une de mes dernières lettres.

Je voudrais aujourd'hui inviter mes lecteurs, surtout ceux qui collaborent à la campagne pour l'élection, à m'envoyer les arguments qu'ils estiment les plus efficaces.

Il me semble évident que nous devons développer des arguments qui tiennent à la situation économique et sociale de nos pays.

Il s'agit d'expliquer l'origine de la crise actuelle et d'indiquer comment l'élection européenne peut mettre en mouvement les mécanismes qui pourront nous faire sortir de celle-ci.

Puisque cette lettre sera publiée, comme d'habitude dans les périodiques fédéralistes des différents pays, vos réponses permettront de confronter les arguments employés dans les différents pays. Bien entendu, je vous ferai connaître les résultats que donnera l'appel que je vous adresse.

Caterina CHIZZOLA
Secrétaire Général

federalismo militante

Mensile della Gioventù Federalista Europea

FEDECHOSES - Pour le Fédéralisme

Revue fédéraliste trimestrielle

c/o J. E. F. 26, rue Sala
69002 LYON

ABONNEMENT : 20 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 50 F

ABONNEMENT MERITANT : 250 F

Tout versement à la souscription permanente... par mandat, C.C.P., chèque bancaire
à l'ordre de Jean-Luc PREVEL.

les éditions
federop

PROCHAINES PUBLICATIONS PROGRAMMEES

(ce programme est communiqué à titre indicatif, des modifications de toutes natures pouvant intervenir jusqu'au jour de mise en vente)

septembre 1977 Irène BALOSTE-FOULETIER

La pauvreté de vivre (ou une vision alternée de la psychiatrie de secteur) collection travailleurs sociaux

Ana VASQUEZ

Les bisons, les bonzes et le dépotoir (traduit du chilien par Jean-Paul Cortada et Danièle Kaiser) collection Prose

Guido ROMAGNOLI

Conseils d'usine et démocratie syndicale (le mouvement des délégués et les conseils d'usine en Italie depuis 1968 présentés par un dirigeant de la CISL de Milan) collection pratique théorique

octobre 1977 Fernand RUDE

Introduction à l'histoire du mouvement ouvrier lyonnais collection histoire populaire régionale

Claire GELINEAU

Gelina Calamita collection Pau Froment

Francesco ROSSOLILLO

Histoire et conscience-révolutionnaire collection textes fédéralistes

novembre 1977 Oscar COLLAZOS

Chronique du temps mort (traduit du colombien par Jean-Paul Cortada) collection Prose

en cours de préparation pour le premier semestre 1978

Les lamentations d'un pauvre paysan de la Bresse (texte bilingue franco-provençal/français établi par Gaston Tuillon d'une supplique en vers adressé au Roi par un paysan du XVI^e siècle) collection histoire populaire régionale

Jean LORCIN

Les grèves générales de 1899-1900 à Saint-Etienne collection histoire populaire générale

Grazia ARDISSONNE

Classes sociales et luttes politiques en Pologne collection pratique théorique

Ramon J. SENDER

Mr Witt dans le Canton (traduit de l'espagnol par Bernard Lesfargues) collection Prose

COMMUNIQUE
DES ATELIERS D'IMPRESSION PRESSE NOUVELLE

Ce mercredi 9 novembre, vers 9 h 30, quatre inspecteurs se sont présentés dans les locaux des Ateliers d'Impression Presse Nouvelle, 48 rue Burdeau à Lyon.

Ils ont déclaré venir procéder à une perquisition dans le cadre d'une procédure de flagrant délit — c'est-à-dire sans mandat écrit du Parquet — au sujet de l'impression d'un journal portant le titre : « LE PROGRES - Pirate ».

Ce journal, saisi la veille, à l'occasion d'une interpellation, porte la mention légale de son imprimeur : les Ateliers d'Impression Presse Nouvelle.

Au terme d'une heure d'investigation, les policiers ont d'abord regroupé tous documents de caractère syndical ou politique. Suite à des consignes téléphoniques, ils ont saisi uniquement les documents (plaques offset, clichés photo, épreuves...) ayant effectivement servi à la réalisation du « PROGRES - Pirate ».

A 15 h, la perquisition terminée, l'un des responsables de l'imprimerie était conduit en garde à vue à la Sûreté pour être entendu sur cette affaire.

Les travailleurs des Ateliers d'Impression Presse Nouvelle sont bien placés pour savoir que le pouvoir a toujours cherché à entraver l'activité d'une imprimerie libre à Lyon.

En février 1974, l'imprimerie IPN était poursuivie en correctionnelle pour avoir imprimé un tract du Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation.

En février 1976, IPN est de nouveau perquisitionnée — perquisition d'intimidation pure et simple — au cours de laquelle sont saisis tracts et affiches de soutien au Portugal en lutte, documents diffusés légalement par milliers.

Aujourd'hui, la perquisition est à la fois :

— une tentative visant à établir une présomption de complicité des imprimeurs avec les auteurs des textes qui leur sont confiés.

— une tentative d'intimidation visant à travers nous tous les imprimeurs.

Une fois de plus, cette dernière pression nous renforce dans notre volonté de contribuer à assurer la liberté d'imprimer pour tous ceux qui luttent de façon directe ou indirecte pour l'émancipation des travailleurs.

Nous, imprimeurs, nous ne voulons pas être des censeurs.

Nous revendiquons notre responsabilité d'imprimeurs, en laissant aux signataires la responsabilité du contenu et de la forme des écrits que nous imprimons.

Les travailleurs de notre pays sont à même de juger.

Aujourd'hui comme en 1974 et en 1976, nous pensons que seul un mouvement de soutien sans exclusive à gauche permettra de défendre à Lyon la Liberté d'Imprimer.

Fait à Lyon le 9 Novembre 1977 à 21 h.

LE COLLECTIF DES IMPRIMEURS DES A.I.P.N.

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'une interview du secrétaire général du P.C.E. réalisé par EUROPA, revue fédéraliste suisse.

Interview

Santiago Carrillo:

Nous aspirons à une Europe indépendante

En prévision du congrès de l'Union européenne sur l'eurocommunisme il nous a paru opportun d'interroger M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol. Celui qui à Moscou, lors du 60^e anniversaire de la révolution d'octobre, a été interdit de tribune, répond dans l'interview qu'il a accordée à Max A. Ambühl à des questions portant sur l'attitude du P.C.E. à l'égard de l'Europe et de l'OTAN et, plus spécifiquement, sur des sujets qui font l'originalité de l'eurocommunisme tel qu'il a été développé par son parti. Il explique la nécessité pour des partis communistes appartenant à des pays capitalistes développés d'adapter leur stratégie en optant pour "la voie démocratique vers le socialisme, le socialisme dans la liberté". N'empêche que le chef du parti qui, à certains égards, semble vouloir aller plus loin que les P.C. français et aliéné sur la voie révisionniste se défend d'être assimilé à la social-démocratie. Pour M. Carrillo celle-ci ne "fait que gérer le système capitaliste", alors qu'eux, révolutionnaires, veulent changer (démocratiquement) les structures de la société.



europa: L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient de recommander au Comité des ministres d'inviter, sans délai, l'Espagne à adhérer au Conseil de l'Europe. Que signifie pour vous cet événement?

Carrillo: La décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe prouve que dans de larges milieux politiques de notre continent est reconnue la nécessité d'accorder à l'Espagne d'aujourd'hui, avec sa démocratie récemment acquise, une place à part entière au sein des organismes européens.

Le peuple espagnol, après de longues années de lutte et de souffrances pour la cause de la démocratie, animé par la volonté de se doter d'une Constitution et d'un système de gouvernement démocratiques, est un facteur dynamique pour la construction européenne.

europa: Très récemment, le gouvernement de votre pays a déposé la candidature de l'Espagne auprès de la Communauté européenne. Comment expliquez-vous que toutes les formations de la gauche espagnole l'aient approuvée sans réserve? Pensez-vous que l'Espagne pourra se joindre à la Communauté malgré les vives oppositions qui se manifestent dans certains pays membres, en Italie et notamment en France où, de surcroît, votre parti frère dit globalement non à l'entrée des trois pays candidats de l'Europe du Sud? Quelles seraient les conséquences d'un rejet de votre candidature?

Carrillo: Le consensus qui existe entre les forces démocratiques espagnoles en faveur de l'adhésion à la Communauté européenne se base, en premier lieu, sur quelques réalités économiques objectives et, en même temps, sur une vo-

lonté politique plus générale d'assurer à l'Espagne la possibilité de faire entendre sa voix, de défendre ses intérêts dans une série de questions qui touchent à l'existence même de notre population. D'autre part, il existe en Europe plus d'un million de travailleurs espagnols émigrés. Ils ne peuvent pas être des "citoyens européens" muets et sans droits.

Nous, les forces de gauche espagnoles sommes conscients de l'influence que les grands monopoles et leurs représentants exercent aujourd'hui au sein du Marché commun. Mais nous considérons l'entrée de l'Espagne comme partie d'un processus qui nous conduira à une démocratisation des institutions de la Communauté et à un accroissement en son sein du rôle des syndicats ouvriers, des forces socialistes, communistes et progressistes. Notre perspective est une Europe des travailleurs, une Europe des peuples.

Le processus d'intégration économique de l'Espagne dans la CEE demandera un certain temps. Devant cette perspective se sont manifestées des attitudes négatives et étroites qui ne s'expliquent que par des considérations purement électorales. Nous espérons que ces attitudes seront surmontées. Il faudrait établir un calendrier précis pour l'intégration qui tienne compte des différents intérêts en jeu et, plus concrètement, de ceux de l'économie espagnole. Je ne crois en aucune manière que la demande espagnole puisse être rejetée.

europa: Quelle est votre vision de l'Europe communautaire et quelles sont, selon vous, les finalités de la construction européenne? Etes-vous partisan d'une Europe supranationale, fédérale, ou préféreriez-vous une Europe des patries, comme l'avait définie de Gaulle? Quelles devraient être ses relations avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S.?

Carrillo: Je considère que l'union de l'Europe ne doit pas se limiter à l'économie, mais qu'elle doit aussi être politique. Cette union ne doit pas impliquer une limitation de la souveraineté, de la personnalité et de l'indépendance de chaque pays. Il s'agira d'établir, d'un commun accord, les domaines et les formes des décisions supranationales. Nous aspirons à une Europe unie qui ne soit subordonnée ni aux Etats-Unis ni à l'Union soviétique, qui entretienne des relations de coopération avec les deux puissances, mais aussi avec la Chine, le tiers monde, etc. Une Europe unie indépendante, capable d'apporter une contribution propre, autonome, à la solution des grands problèmes de l'hu-

manité, permettant ainsi de surmonter le bipolarisme qui caractérise depuis longtemps la vie internationale.

europa: Quelle est votre position à l'égard de l'OTAN et des Etats-Unis en général? Etes-vous pour ou contre le pacte militaire qui lie votre pays aux Etats-Unis?

Carrillo: Nous considérons que l'Espagne doit contribuer au processus de détente et à la suppression de la division de l'Europe en blocs militaires antagonistes. C'est pour cela que nous préconisons une politique de non-alignement et nous opposons à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, parce qu'au lieu de la réduire elle risquerait d'accroître la tension entre les blocs. En même temps il faut prendre en compte la situation telle qu'elle a été créée en Espagne. Notre politique tend à faire disparaître les bases militaires étrangères, aussi bien en Europe de l'Ouest que de l'Est. Cet objectif pourra précisément être atteint à travers le processus de dissolution des blocs qui existent à l'heure actuelle.

europa: Pensez-vous qu'un jour se réalisera l'union de la gauche en Espagne, quand jugez-vous que le moment sera venu et dans quelles conditions cette union peut-elle être envisagée? Une fois installé au pouvoir, votre parti accepterait-il pleinement le jeu démocratique, à savoir le verdict des élections et ipso facto le pluralisme des partis, et quelle est votre conception de l'alternance du pouvoir?

Carrillo: Ce dont l'Espagne a besoin en l'état actuel des choses n'est pas une union de la gauche, mais un large consensus entre toutes les forces de l'"arco constitucional". L'accord de la Moncloa, récemment conclu, est déjà une illustration de ce consensus. Il représente un pas décisif en vue de consolider la démocratie en Espagne.

Pour mettre en oeuvre le programme commun, qui est élaboré sur les plans économique et politique par les différents partis représentés au Parlement, nous croyons que la meilleure formule serait un gouvernement de concentration nationale. Or l'existence d'un programme concordant est en soi déjà un fait de première importance.

D'autre part, dans le cadre de son autonomie retrouvée, la Catalogne sera dotée bientôt d'un gouvernement de concentration, auquel participeront des communistes. Il représentera aussi un facteur positif pour l'ensemble du pays.

Le P.C.E. a déclaré à maintes reprises et l'a souligné aussi dans son programme

— que nous acceptons le jeu démocratique. Nous sommes partisans du pluralisme des partis, non seulement dans le processus qui mène au socialisme mais aussi dans le système socialiste lui-même.

C'est le verdict du suffrage universel qui doit déterminer l'alternance du pouvoir. Si une coalition de partis (à laquelle, par exemple, nous pourrions participer avec un programme d'avance vers le socialisme) était battue aux élections, elle devrait abandonner le pouvoir et tenter, dans l'opposition, de convaincre les électeurs du bien-fondé de sa politique afin de pouvoir ainsi retourner au gouvernement et d'y continuer à réaliser ses objectifs. Si demain le socialisme dans la liberté s'installe en Espagne, c'est parce que la majorité du peuple espagnol en aura décidé ainsi.

europa: Si un jour votre parti participait au pouvoir, respecteriez-vous les principes de l'économie de marché? Quelle est votre position à l'égard des nationalisations, sachant que le parti communiste français en est partisan enragé et que le parti de M. Berlinguer est en principe contre?

Carrillo: Nous ne pensons pas que les nationalisations soient une panacée pour résoudre tous les problèmes économiques. Dans la situation espagnole, le seul secteur où nous préconisons aujourd'hui la nationalisation est le secteur énergétique, qui exige une rationalisation urgente pour faire face à la grave crise actuelle. Nous sommes partisans de la coexistence de formes publiques et privées de propriété, étant entendu que les entreprises publiques ne devraient pas seulement être liées à l'État mais aussi à des organismes régionaux et locaux.

europa: Estimez-vous, conformément à l'orthodoxie communiste, que les libertés individuelles, telles que nous les connaissons dans les démocraties libérales européennes, ne sont que formelles?

Carrillo: Les libertés individuelles telles qu'elles existent dans une série de pays de l'Europe occidentale ne sont pas "formelles". Elles représentent une grande conquête pour les peuples, notamment pour le mouvement ouvrier, face aux tendances à l'autoritarisme et à la dictature qui sont propres aux grands monopoles capitalistes. En Espagne nous autres communistes avons dû lutter dans des conditions très dures pour conquérir ces libertés. Elles représentent un niveau de civilisation humaine inaliénable. Dans notre marche vers le socialisme nous élargirons le champ des libertés, notamment dans les domaines économique et social.

europa: Dans votre livre 'Eurocommunisme et Etat' vous avouez candidement que sous le choc du processus de déstalinisation vous aviez soudain commencé à "raisonner avec votre propre tête". Avez-vous par la suite progressivement pris vos distances avec l'Union soviétique et est-ce en fonction de cette émancipation que vous avez si sévèrement critiqué l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie? Quelle est aujourd'hui la position de votre parti au sein du mouvement communiste international?

Carrillo: L'attitude qui consiste à "raisonner avec sa propre tête" ne caractérise pas en fait une position individuelle, mais la politique du P.C.E., surtout depuis le XXe congrès du P.C. de l'Union soviétique où nous avons appris ce que représentait le stalinisme. En même temps, les exigences politiques que nous présentait la réalité espagnole nous poussait à appliquer la méthode marxiste de manière créatrice: c'est-à-dire de sortir des sentiers battus; de considérer l'indépendance totale de notre parti comme une condition de base pour pouvoir jouer un rôle révolutionnaire progressiste dans la vie espagnole et sur la scène internationale. Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques (et de quelques autres pays) le P.C.E., comme d'autres partis d'Europe occidentale, d'Asie, etc., condamnait cette intervention qui constituait une violation des principes fondamentaux du socialisme.

Dans le mouvement communiste aucun lien organique n'existe à l'heure actuelle. Notre parti est pleinement indépendant, tant sur le plan de la politique nationale que de la politique internationale.

Nous critiquons les aspects qui nous paraissent négatifs dans des pays socialistes déterminés. Nous sommes partisans d'une coopération entre partis communistes pour autant que celle-ci soit basée sur le respect de la diversité, du droit de critique et de l'indépendance.

En même temps nous constatons des possibilités croissantes de dialogue et d'entente qui se présentent, au niveau européen, avec certains partis socialistes. Ma présence au récent congrès travailliste, à Brighton, m'a confirmé dans cette impression.

europa: Vous êtes à juste titre considéré comme un des protagonistes de l'eurocommunisme. Que recouvre le vocable d'eurocommunisme? Est-ce une variété nouvelle de communisme, adaptée aux structures des sociétés industrielles européennes et que reste-t-il de révolutionnaire dans cette idéologie

novatrice? Que pensez-vous de ceux qui insinuent que votre évidente révision du marxisme-léninisme aura pour conséquence logique de vous assimiler à des positions social-démocrates?

Carrillo: L'eurocommunisme recouvre un courant d'idées, un courant du mouvement ouvrier contemporain, qui donne des réponses nouvelles à la crise que traverse le capitalisme, notamment dans les pays industriellement développés. A travers une démarche originale, indépendante, divers partis communistes ont convergé dans quelques conceptions stratégiques fondamentales: la voie démocratique vers le socialisme, le socialisme dans la liberté.

Ce qui nous distingue de la social-démocratie est que celle-ci n'a pas transformé le système capitaliste, elle n'a fait que le gérer. Nous, nous voulons une transformation qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et qui nous mène au socialisme. C'est pour cela que nous sommes révolutionnaires.

Révolution ne signifie pas nécessairement violence. Les structures de la société peuvent être changées démocratiquement, par le consensus. De même, nous croyons que devant les nouveaux problèmes du monde présent il existe des possibilités de surmonter les anciennes divisions et de trouver des bases d'action communes entre socialistes et communistes. Dans ce sens, l'eurocommunisme constitue une ouverture vers l'abolition des barrières qui divisent le mouvement ouvrier européen depuis la première guerre mondiale. (Propos recueillis par Max A. Ambühl)